



RAPPORT FINANCIER ANNUEL

31 DECEMBRE 2012

1.	Rapport de Gestion	Page 2
2.	Comptes Annuels Sociaux	Page 14
3.	Comptes Consolidés	Page 32
4.	Rapport des Commissaires aux comptes sur les Comptes Annuels	Page 61
5.	Rapport des Commissaires aux comptes sur les Comptes Consolidés	Page 63
6.	Comptes Pro Forma du changement de date de clôture	Page 65
7.	Déclaration des personnes physiques responsables du Rapport	Page 67

RAPPORT DE GESTION AU 31 DECEMBRE 2012

Présentation de l'activité de la Société et de sa filiale au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2012

Activité de la Société durant l'exercice écoulé

Au cours de l'exercice écoulé, la Société a enregistré un chiffre d'affaires de 257 millions d'euros pour 9 mois contre 294,3 millions d'euros au cours de l'exercice précédent (12 mois). A période comparable (avril / décembre), la progression du chiffre d'affaires est de l'ordre de 15%.

Cette progression s'est ressentie tout d'abord sur le marché historique de distributeur de produits High Tech, en dépit d'un marché High-Tech très déprimé, le marché 2012 étant en repli de 2.8% (source gfk, 11 premiers mois de l'année). Cette surperformance confirme le savoir-faire de la Société dans ce secteur.

La Galerie Marchande, place de marché en ligne introduite en 2007, a vu également ses ventes progresser, les commissions encaissées au cours de l'exercice s'élevant à 7,1 millions d'euros (9 mois) contre 8,4 millions d'euros (12 mois) au cours de l'exercice précédent. A période comparable (avril / décembre), la progression de ces commissions est de l'ordre de 17%.

La ventilation du chiffre d'affaires distribution est pour la cinquième année consécutive marquée par un poids des ventes de produits informatiques et téléphonie en forte augmentation, reflétant la faiblesse continue du marché pour les produits de l'électronique grand public (EGP) en 2012.

La répartition du chiffre d'affaires distribution par famille au 31 mars 2012 et au 31 décembre 2012 est la suivante :

	31/03/2012 (12 mois)	31/12/2012 (9mois)
Informatique et Téléphonie	70%	74%
Photo et vidéo numérique	6%	6%
Hi Fi, lecteurs DVD, TV	14%	12%
Autres	10%	8%

Le taux de marge brute s'est dégradé de 2,6% d'un exercice à l'autre, reflet de la concurrence exacerbée à laquelle fait face la Société.

L'effectif moyen total de la Société est passé de 278 à 327 personnes, reflet de l'accélération des investissements réalisés depuis la prise de contrôle de la Société par le Groupe Altarea Cogedim.

Faits significatifs de l'exercice

L'assemblée générale du 27 septembre 2012 a décidé dans sa 19^{ème} résolution de changer les dates d'ouverture et de clôture des exercices, dorénavant fixées au 1er janvier et 31 décembre de chaque année afin de coïncider avec celles du Groupe Altarea Cogedim. L'exercice ouvert le 1^{er} avril 2012 présente ainsi une durée exceptionnelle de 9 mois et s'est achevé le 31 décembre 2012.

Présentation des comptes annuels de la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2012

Les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2012 (9 mois) ont été établis en conformité avec les principes comptables généralement admis en France (PCG), dans le respect des principes de prudence et de continuité conformément aux hypothèses de base de continuité de l'exploitation, de permanence des méthodes et d'indépendance des exercices.

Ces comptes annuels (9 mois) ne comportent aucune modification de présentation ni d'évaluation, par rapport aux exercices précédents.

Pour situer l'activité de la Société au cours de cet exercice de 9 mois, nous vous précisons que les produits d'exploitation réalisés durant l'exercice ont été les suivants (l'exercice précédent comptant 12 mois) :

	Exercice Précédent (12 mois)	Exercice Ecoulé (9 mois)	%
Chiffres d'affaires	294 280 342	256 996 593	-12,7%
Production immobilisée	0	182 433	na
Subventions d'exploitation	11 307	0	na
Reprises sur amort., dépréciations et provisions	1 406 081	759 018	-46,0%
Autres Produits	76 488	8 877	-88,4%
Total des produits d'exploitation	295 774 218	257 946 921	-12,8%

Pour leur part, les charges d'exploitation ont été les suivantes :

	Exercice Précédent (12 mois)	Exercice Ecoulé (9 mois)	%
Achats de marchandises	244 937 209	230 964 478	-5,7%
Variation de stocks (marchandises)	(3 972 556)	(13 707 455)	245,1%
Achat de matières premières	0	369	na
Autres achats et charges externes	34 412 106	27 597 721	-19,8%
Impôts, taxes et versements assimilés	1 298 257	1 454 409	12,0%
Salaires et traitements	9 800 038	9 891 758	0,9%
Charges sociales	4 452 177	4 614 272	3,6%
Dot. aux amort. sur immobilisations	1 078 600	803 768	-25,5%
Dot. aux prov. sur actif circulant	1 397 337	1 629 869	16,6%
Dot. aux prov. pour risques	2 188 679	252 160	-88,5%
Autres charges	1 711 750	1 260 875	-26,3%
Total des charges d'exploitation	297 303 597	264 762 224	-10,9%

Soit le résultat d'exploitation suivant :

	Exercice Précédent (12 mois)	Exercice Ecoulé (9 mois)	
Résultat d'exploitation	(1 529 379)	(6 815 303)	345,6%

Pour sa part, le résultat financier présente les caractéristiques suivantes :

	Exercice Précédent (12 mois)	Exercice Ecoulé (9 mois)	%
Produits des autres valeurs mobilières	10 456	6 489	-37,9%
Autres intérêts et produits assimilés	703 682	518 218	-26,4%
Différences positives de change	99 090	105 523	6,5%
Reprise sur prov. et transferts de charges	0	0	na
Total des produits financiers	813 228	630 230	-22,5%
Dot. aux amortissements et prov.	0	0	na
Intérêts et charges assimilés	13 104	2 242	-82,9%
Différences négatives de change	218 621	107 176	-51,0%
Charge nette sur cession de VMP	0	0	na
Total des charges financières	231 725	109 418	-52,8%
Résultat Financier	581 503	520 812	-10,4%

Enfin le résultat exceptionnel se détermine comme suit :

	Exercice Précédent (12 mois)	Exercice Ecoulé (9 mois)	%
Produits sur opérations de gestion	0	2 507	ns
Produits sur opérations en capital	1 564	160 854	ns
Reprise sur provisions	0	0	ns
Total des produits exceptionnels	1 564	163 361	ns
Charges sur opérations de gestion	118 959	0	ns
Produits sur opérations en capital	51 394	18 525	-64,0%
Dotations aux amortissements	0	0	ns
Total des charges exceptionnelles	170 353	18 525	ns
Résultat exceptionnel	(168 789)	144 836	ns

Le résultat net comptable évolue donc dans les conditions suivantes :

Résultat avant impôt et participation	(1 116 665)	(6 149 655)	450,7%
Participation des salariés	0	0	ns
Impôt sur les sociétés	353 766	486 812	37,6%
Résultat net comptable	(762 899)	(5 662 843)	642,3%

Il sera proposé à l'assemblée générale l'affectation suivante :

Affectation de la perte, soit 5.662.843,00 euros au report à nouveau qui passera ainsi de 9.117.187 euros à 3.454.344 euros.

Il est rappelé, conformément aux dispositions légales, que la Société n'a pas versé de dividendes au titre des trois exercices précédents.

Est joint en annexe au présent rapport, conformément aux dispositions de l'article R. 225-102 du Code de commerce, le tableau faisant apparaître les résultats de votre Société au cours des cinq derniers exercices.

Décomposition du solde des dettes à l'égard des fournisseurs par date d'échéance

	net 31/12/12	Non échéue	0 à 30 J	31 à 60 J	61 à 90 J	91 à 120 J	> 120 J
Dettes Fournisseurs et comptes rattachés	57 346	45 164	10 624	829	149	24	556

	net 31/03/12	Non échéue	0 à 30 J	31 à 60 J	61 à 90 J	91 à 120 J	> 120 J
Dettes Fournisseurs et comptes rattachés	23 847	15 651	6 972	932	-37	114	215

La Société règle l'ensemble de ses fournisseurs conformément à la législation LME (loi de modernisation de l'économie n°2008-776 du 4 août 2008). Les montants non réglés à la date d'échéance correspondent soit à des marchandises / prestations non livrées à la date de facturation par le fournisseur, soit à des litiges commerciaux non encore résolus.

Evolution du capital social

Au 31 décembre 2012, le capital de Rue du Commerce était composé de 11.295.348 actions d'une valeur nominale de 0,25 euros.

L'évolution du capital social sur l'exercice se présente comme suit :

Evolution du capital social	Nombre d'actions	Valeur nominale	Capital Social (1)
Au 31 mars 2012	11 254 873	0,25	2 813 718,25
Augmentation de capital (exercice de stock-options)	40 475	0,25	10 118,75
Au 31 décembre 2012	11 295 348	0,25	2 823 837,00

(1) en euros

Information annuelle sur l'actionnariat

Au 31 décembre 2012, le capital social s'élevait à 2.823.837 euros divisé en 11.295.348 actions d'une valeur nominale de 0,25 euros.

Conformément à l'article L. 233-13 du Code du commerce et compte tenu des informations reçues en application des articles L. 233-7 et L. 233-12 du Code du commerce, nous vous indiquons ci-après l'identité des principaux actionnaires de la Société au 31 mars 2012 et au 31 décembre 2012 :

	Au 31 mars 2012			Au 31 décembre 2012		
	Nombre d'actions	% du capital	% droits de vote	Nombre d'actions	% du capital	% droits de vote
1 - Membres du Conseil d'administration						
ALTACOM sas ¹	10 858 293	96,50%	96,50%	10 898 768	96,49%	96,48%
ALTAREA	1	0,00%	0,00%	0	0,00%	0,00%
ALTA DROUOT ²	0	0	0	0	0	0
FONCIERE ALTAREA ²	0	0	0	0	0	0
ALTA CRP VIVIENNE ^{2 3}	0	0	0	0	0	0
Patrick JACQUEMIN ⁴	1	0,00%	0,00%	0	0,00%	0,00%
Gauthier PICQUART (DGPDG) ⁵	351	0,00%	0,00%	350	0,00%	0,00%
Valérie Abehsera	100	0,00%	0,00%	100	0,00%	0,00%
Guillaume Decitre ⁶	1	0,00%	0,00%	0	0,00%	0,00%
2 - Autres Nominatifs	927	0,00%	0,00%	997	0,01%	0,02%
3 - Flottant	395 199	3,50%	3,50%	395 133	3,50%	3,50%
Total	11 254 873	100,00%	100,00%	11 295 348	100,00%	100,00%

¹ Société détenue au 31 décembre 2012 à hauteur de 100% de son capital par la société par actions simplifiées Alta Penthièvre (laquelle est intégralement détenue par la société Altareit, dont le capital est lui-même détenu à hauteur de 99,85 % par la société Altarea, laquelle est contrôlée par Messieurs Alain Taravella et Jacques Nicolet)

² Les sociétés FONCIERE ALTAREA, ALTA CRP VIVIENNE et ALTA DROUOT ont été nommées administrateur de Rue du Commerce lors de l'assemblée générale annuelle du 27 septembre 2012.

³ ALTA CRP VIVIENNE a démissionné de ses fonctions d'administrateur le 15 janvier 2013.

⁴ Patrick Jacquemin a démissionné de ses fonctions d'administrateur de Rue du Commerce le 31 janvier 2013.

⁵ Gauthier Picquart détenait au 31 décembre 2012 ces actions via sa holding personnelle DGPDG, société unipersonnelle à responsabilité limitée (9, avenue Junot, 75008 Paris) qu'il détenait à 100% (350 actions).

⁶ Le Conseil d'administration a pris acte de la démission de Guillaume Decitre de son poste d'administrateur de Rue du Commerce le 27 juin 2012.

Déclarations de franchissement de seuils effectuées depuis le 1^{er} avril 2012

Néant

Opérations réalisées par les dirigeants sur leurs titres au cours de l'exercice

Par courrier reçu le 8 juin 2012, la société ALTACOM a déclaré avoir acquis le 6 juin 2012, 40.475 actions de la société Rue du Commerce, dont elle est l'administrateur, pour un montant de 364.275 euros.

Information sur l'actionnariat salarié

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des plans d'options de souscription et/ou d'achat d'actions encore en vigueur au cours de l'exercice :

	Options de souscription d'actions					
	Plan n° 1	Plan n° 2	Plan n° 3	Plan n° 4	Plan n° 5	Plan n° 6
Date de l'assemblée générale	28/09/2006	28/09/2006	27/09/2007	22/09/2009	22/09/2009	29/07/2010
Date du Conseil d'administration	03/10/2006	14/05/2007	19/02/2008	21/10/2009	06/07/2010	14/02/2011
Nb total d'options autorisées	75 000	221 000	106 000	246 700	69 000	36 000
Nb total d'options restantes au 31/03/12	1 000	2 000	37 475	128 200	14 000	36 000
Nb d'options exercées au cours de l'exercice	1 000	2 000	37 475	0	0	0
Nb d'options supprimée au cours de l'exercice	0	0	0	7 050	0	0
Nb total d'options restantes au 31/12/12	0	0	0	121 150	14 000	36 000
Périodes d'exercice des options						
1ère période du	03/10/2008	14/05/2009	19/02/2010	21/10/2011	06/07/2012	14/02/2013
au	02/10/2009	13/05/2010	18/02/2011	20/10/2012	05/07/2013	13/02/2014
2ème période du	03/10/2009	14/05/2010	19/02/2011	21/10/2012	06/07/2013	14/02/2014
au	02/10/2010	13/05/2011	18/02/2012	20/10/2013	05/07/2014	13/02/2015
3ème période du	03/10/2010	14/05/2011	19/02/2012	21/10/2013	06/07/2014	14/02/2015
au	02/10/2016	13/05/2017	18/02/2018	20/10/2019	05/07/2020	13/02/2021
Condition d'exercice des options						
1ère période	50 % du nombre total des options pouvant être souscrites					
2ème période	75 % du nombre total de bons pouvant être souscrites					
3ème période	100 % du nombre total de bons pouvant être souscrites					
Prix de souscription des options	6,90	5,88	6,06	5,03	5,86	6,61

État de la participation des salariés au capital social au titre des formes d'actionnariat collectif définies à l'article L. 225-102 du Code de commerce :

Aucune action Rue du Commerce n'est détenue par les salariés dans le cadre d'un PEE (plan d'épargne entreprise) ou d'un FCPE (fond commun de placement d'entreprise) géré collectivement.

Actions détenues en propre

L'assemblée générale mixte de la Société du 27 septembre 2012 (6^{ème} résolution) a autorisé le Conseil d'administration à mettre en œuvre un programme de rachat d'actions (le "**Programme de Rachat**"), conformément aux dispositions des articles L. 225-209 et suivants du Code de commerce, du Règlement n° 2273/2003 de la Commission européenne du 22 décembre 2003 pris en application de la directive 2003/6/CE du 28 janvier 2003 et des articles 241-1 à 241-6 du Règlement Général de l'Autorité des marchés financiers (l'"AMF") ou de toute disposition qui viendrait s'y substituer.

Le Conseil d'administration a mis en œuvre ce Programme de Rachat au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2012. Les modalités des achats effectués sont décrites ci-dessous.

Programme de Rachat 2012

Le Programme de Rachat a été adopté pour une période de 18 mois à compter du 27 septembre 2012. En vertu de cette autorisation, le prix unitaire maximum d'achat a été fixé à 9 euros. En conséquence, le montant maximum des fonds que la Société peut consacrer à l'opération est de 10.165.806 euros.

Le Conseil d'administration est autorisé à procéder à l'achat de ses propres actions représentant jusqu'à 10 % du nombre des actions composant le capital social à quelque moment que ce soit, ou représentant jusqu'à 5% du nombre d'actions composant le capital social de la Société à quelque moment que ce soit, s'il s'agit d'actions acquises en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de croissance externe.

Conformément à la réglementation en vigueur et aux pratiques de marché admises par l'Autorité des marchés financiers, les différents objectifs du Programme de Rachat sont les suivants, par ordre de priorité décroissant :

- (a) assurer la liquidité et animer le marché de l'action Rue du Commerce, par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement agissant de manière indépendante dans le cadre d'un contrat de liquidité, dans le respect de la pratique de marché admise par l'AMF ;
- (b) couvrir des programmes d'options sur actions ou autres allocations d'actions aux salariés et/ou mandataires sociaux éligibles de la Société et/ou de ses filiales et plus précisément à l'effet :
 - (i) de couvrir des plans d'options d'achat d'actions au profit des salariés et/ou des mandataires sociaux éligibles et/ou de certains d'entre eux, de la Société et/ou des sociétés de son groupe qui lui sont liées dans les conditions de l'article L. 225-180 du Code de commerce ;
 - (ii) d'attribuer gratuitement des actions aux salariés et anciens salariés au titre de leur participation à un plan d'épargne d'entreprise de la Société ou d'un plan d'épargne d'entreprise du groupe Rue du Commerce ;
 - (iii) d'attribuer gratuitement des actions aux salariés et aux mandataires sociaux de la Société et des sociétés qui lui sont liées dans les conditions définies à l'article L. 225-197-2 du Code de commerce, dans le cadre des dispositions des articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce ;
- (c) les conserver et les remettre ultérieurement en paiement ou en échange dans le cadre d'opérations de croissance externe, dans le respect de la pratique de marché admise par l'AMF ;
- (d) les remettre lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant droit, immédiatement ou à terme, à l'attribution d'actions de la Société ;
- (e) les annuler, totalement ou partiellement, en vue d'optimiser la gestion de la trésorerie, la rentabilité des fonds propres et le résultat par action ;
- (f) mettre en œuvre toute pratique de marché qui viendrait à être autorisée par l'AMF et, plus généralement, réaliser toutes opérations conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

L'assemblée générale mixte de la Société du 27 septembre 2012 (18^{ème} résolution) a autorisé le Conseil d'administration à annuler, en une ou plusieurs fois, les actions acquises par la Société au titre de la mise en œuvre de l'autorisation donnée à la 6^{ème} résolution de l'assemblée générale, dans la limite de 10 % du capital social de la Société par période de 24 mois et réduire corrélativement le capital social. Cette autorisation a été consentie pour une durée de 18 mois à compter de l'assemblée du 27 septembre 2012.

Rachats et ventes d'actions réalisés par Rue du Commerce au cours de l'exercice

1. Rachats et ventes effectués en vue d'assurer la liquidité et animer le marché de l'action Rue du Commerce

Le 30 septembre 2005, Rue du Commerce a confié la mise en œuvre d'un contrat de liquidité conforme à la Charte de Déontologie de l'AFEI (devenue l'AMAFI) approuvée par l'instruction de l'Autorité des marchés financiers du 22 mars 2005 à PORTZAMPARC S.A.

Au titre de ce contrat, la Société était propriétaire, à la date du 31 décembre 2012, de 5.604 actions détenues en propre, représentant 0,05% du capital de Rue du Commerce, valorisées 42 milliers d'euros. Aucune provision pour dépréciation n'a été constatée sur ces titres à cette date.

Au cours de l'exercice et au titre de ce contrat d'animation du marché, 14.329 actions ont été achetées à un cours moyen de 7,56 euros et 18.645 actions cédées au cours moyen de 7,53 euros.

2. Rachats en vue de la conservation et de la remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'opérations de croissance externe

La Société a lancé un programme de rachat de ses propres titres en vue de financer d'éventuelles acquisitions.

A la date du 31 décembre 2012, la Société était propriétaire au titre de cet objectif de 50.766 actions, soit 0,5% du nombre total d'actions composant le capital social de la Société.

Ces 50.766 actions étaient valorisées 374 milliers d'euros au 31 décembre 2012. Aucune provision pour dépréciation n'a été constatée sur ces titres à cette date.

Le montant des frais de négociation s'est élevé à 897 euros.

Ces actions n'ont fait l'objet d'aucune utilisation ou nouvelle réallocation au 31 décembre 2012.

Perspectives d'avenir

En 2013, la Société bénéficiant désormais du support de groupe Altarea Cogedim entend poursuivre en dépit d'une concurrence toujours aussi exacerbée le modèle de croissance mis en œuvre depuis plusieurs années autour des produits high-tech, des services et de la Galerie.

Le 27 février 2013, Rue du Commerce et Altarea Cogedim ont annoncé qu' Altarea Cogedim a décidé d'initier, par l'intermédiaire de sa filiale Altacom, un projet d'offre publique de retrait visant les actions de la société Rue du Commerce non encore détenues par Altacom, au prix de 9 euros par action Rue du Commerce, qui sera suivie immédiatement d'un retrait obligatoire

Evènements postérieurs à la date de clôture de l'exercice

Il n'existe à la date d'établissement du présent rapport aucun élément important susceptible d'être signalé pouvant avoir une influence significative sur la marche de l'entreprise et sur les états financiers clos au 31 décembre 2012.

Montant des dépenses et charges non déductibles fiscalement

Il est précisé que la Société n'a engagé aucune dépense somptuaire telle que visée à l'article 39-4 du Code Général des Impôts.

Le montant des pénalités et amendes non déductibles, comptabilisés sur l'exercice, s'élève à un produit de 2.507 euros.

Informations sur les risques

Risque de taux d'intérêt et de liquidité

Historiquement, la Société a financé sa croissance grâce à ses actionnaires, la Société n'ayant recours à l'endettement que de manière ponctuelle et pour financer des projets précis.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2012, la Société disposait de facilités de trésorerie accordées à court terme, qui n'ont été que partiellement utilisées, et consenties par les banques LCL (2 millions d'euros), HSBC (1 million d'euros) et ABN Amro (1 million d'euros).

Les facilités de trésorerie accordées par les banques sont renouvelées et renégociées chaque année. Des discussions ont eu lieu au cours du mois d'octobre 2012 pour renouveler les facilités de trésorerie permettant de couvrir les besoins de financement maximum pour la période de Noël 2012. La facilité de caisse LCL a ainsi été portée à 10 millions d'euros pour la période du 15 octobre 2012 au 16 janvier 2013.

Compte tenu de sa position de trésorerie, la Société n'est actuellement exposée à aucun risque de liquidité. Pour les mêmes raisons, la Société n'est pas exposée à un quelconque risque de taux d'intérêt.

Risque sur actions

Il n'existe pas de risque significatif lié à une fluctuation du marché boursier dans la mesure où la trésorerie de la Société est placée en produits monétaires sans risques.

Risque de change

La Société n'a aucune position nette dans une quelconque devise étrangère au 31 décembre 2012.

La Société estime que le risque de change auquel elle est exposée dans le cadre de son activité n'est pas significatif, dans la mesure où elle réalise plus de 95% de ses achats en euros et moins de 5% en dollars américains, répercutant intégralement sur son prix de vente les variations éventuelles du dollar. Le chiffre d'affaires, les charges d'exploitation, les dépenses d'investissements, actifs et passifs de la Société sont libellés en euros.

Cependant, une hausse significative du dollar américain au détriment de l'euro pourrait avoir une incidence directe sur les prix des produits et donc sur l'activité de la Société. En effet, la plupart des produits vendus par la Société sont fabriqués en Asie et aux Etats-Unis d'Amérique et sont vendus à des importateurs européens sur la base du dollar américain.

Risque de crédit

Le Groupe n'entretient de relations commerciales qu'avec des tiers dont la santé financière est avérée (pour la partie de vente administrations). Par ailleurs, les soldes clients font l'objet d'un suivi permanent, et par conséquent, l'exposition du Groupe aux créances irrécouvrables n'est pas significative.

Activité des filiales de la Société durant l'exercice écoulé

Au 31 décembre 2012, Rue du Commerce a une filiale, détenue à 100%, la société Maxidome, SAS au capital social de 37.000 euros. Cette Société n'a eu aucune activité commerciale au cours de l'exercice de 9 mois clos le 31 décembre 2012.

Rue du Commerce détient également une participation minoritaire de 1,16% dans la société TEA SAS, société par actions simplifiée au capital social de 96.687 euros.

Analyse de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société, notamment de sa situation d'endettement, au regard du volume et de la complexité des affaires

La Société a pour objectif constant d'adapter ses moyens financiers et humains à l'évolution de l'activité prévisible à moyen terme.

La Société ne prévoit pas d'avoir recours à de l'endettement moyen ou long terme pour faire face à l'évolution des affaires, compte tenu de la structure du bilan et du besoin en fonds de roulement qui en découle et des investissements prévisionnels.

La Société prévoit toutefois de demander à ses partenaires financiers le renouvellement des autorisations de découvert accordées, pour couvrir notamment les besoins de financement liés à l'augmentation temporaire du volume des stocks en fin d'année.

Activités en matière de recherche et développement

Les équipes informatiques de la Société travaillent quotidiennement au développement et à l'amélioration des outils informatiques afin d'optimiser le fonctionnement du site et le traitement de l'information. La Société n'a pas d'autre activité en matière de recherche et développement.

Conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code du commerce

Vos commissaires aux comptes, dans leur rapport spécial, ont établi en application de l'article L. 225-40 et suivants du Code du commerce, l'état des conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants dudit Code. Votre Président a confirmé au Conseil d'administration et aux commissaires aux comptes de la Société qu'aucune convention visée à l'article L. 225-38 du Code de commerce n'a été conclue ou n'a poursuivi ses effets au cours de l'exercice 2012.

Il est précisé qu'un contrat de services, portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales, a été conclu le 12 juin 2009 entre la société Patjack SAS, dont le dirigeant (et également actionnaire) est Monsieur Patrick Jacquemin, qui était administrateur de Rue du Commerce jusqu'au 31 janvier 2013, et la Société. La société PatJack SAS a au cours de l'exercice 2012 facturé à la Société des prestations pour un montant de 90.700 euros H.T.

Cette convention a été approuvée par le Conseil d'administration de Rue du Commerce dans sa séance du 27 avril 2009. Les prestations effectuées dans le cadre de cette convention ont porté principalement sur des domaines d'assistance dans le domaine stratégique et marketing de la Société et en matière de copie privée.

Rémunérations des mandataires sociaux en 2012

Le montant global des rémunérations allouées aux organes de direction du Groupe à raison de leurs fonctions au sein des sociétés du Groupe s'élève, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2012, à 161 milliers d'euros.

<i>(en euros)</i>	31/12/12	31/03/12
Gauthier PICQUART – Président Directeur Général		
Rémunération Fixe	153 000	204 000
Rémunération Variable	0	0
Avantages en nature	7 648	9 250
TOTAL	160 648	213 250

Monsieur Gauthier Picquart ne bénéficie d'aucune rémunération variable. Monsieur Gauthier Picquart a démissionné de ses fonctions de Président et Directeur Général de la Société le 15 janvier 2013. Le Conseil d'administration de la Société qui s'est tenu le 15 janvier 2013 a décidé de coopter Monsieur Albert Malaquin en qualité d'administrateur et de le nommer Président et Directeur Général de Rue du Commerce.

Aucun jeton de présence n'a été versé aux membres des organes de direction au titre de l'exercice clos le 31 mars 2011.

24.000 euros ont été versés en 2012 aux administrateurs indépendants au titre de l'exercice 2011 / 2012.

L'assemblée générale du 27 septembre 2012 a par ailleurs fixé dans sa dans sa cinquième résolution à 8.000 euros le montant maximum de jetons de présence que le conseil pouvait répartir entre ses membres pour l'exercice social ouvert le 1er avril 2012.

Il sera proposé à la prochaine assemblée générale de fixer un montant maximum de 8.000 € de jetons de présence que le Conseil pourra répartir entre ses membres pour l'exercice social ouvert le 1er janvier 2013.

Les dirigeants mandataires sociaux ne bénéficient d'aucun stock-option ou titre donnant accès au capital.

Au 31 décembre 2012, les membres des organes de direction ne bénéficient d'aucun engagement pris par la Société et correspondant à des éléments de rémunération, des indemnités ou des avantages dus ou susceptibles d'être dus à la cessation ou au changement de leurs fonctions, ou postérieurement à celles-ci.

Il est par ailleurs rappelé que la liste des mandats et fonctions exercés dans toute société, durant l'exercice écoulé, par chacun des mandataires sociaux figurent en annexe au présent rapport.

Développement durable

La Société Rue du Commerce est certifiée ISO 14001 V2004 depuis 2009 par AFNOR Certification pour toutes ses activités et ses sites de Saint-Ouen, Aix en Provence et Saint-Quentin Fallavier, cette certification a été renouvelée au cours du mois de juin 2012.

Les emballages de transport sont constitués pour l'essentiel de matériaux écologiques et biodégradables.

La Société est adhérente d'Eco-Emballage, d'Eco-Systèmes, d'Eco-Folio et de Corepile afin de participer à l'élimination des déchets liés à son activité de distributeur sur Internet.

Dans le cadre de son appartenance au Groupe Altarea Cogedim, la Société a réalisé en 2012 une étude relative à l'émission de carbone et des gaz à effet de serre liée à son activité

La Société compense depuis plusieurs années sa production interne de carbone par du mécénat en faveur de projets écologiques.

Impact social et environnemental

L'effectif moyen salarié se présente ainsi :

	31/03/12	31/12/12
Hommes	144	173
Femmes	134	154
TOTAL	278	327
Contrats à durée indéterminée	245	284
Contrats à durée déterminée	33	43
TOTAL	278	327
Cadres	91	113
Employés	187	214
TOTAL	278	327

La durée du temps de travail hebdomadaire est de 35 heures dans toute l'entreprise.

La masse salariale a évolué de la façon suivante :

	31/03/12	31/12/12
Charges salariales	9 800	9 892
Charges sociales	4 452	4 614
Total Frais de personnel	14 252	14 506

Un plan de formation est mis en place, et comprend des formations aux langues étrangères, au management, ou à des domaines spécifiques liés à l'activité de la Société.

Aucune provision pour participation des salariés n'a été comptabilisée au titre de l'exercice 2012 ni au titre de l'exercice précédent. Il n'est pas prévu de plan d'intéressement.

Conformément à l'article L. 225-102-1 alinéa 6 du Code de commerce, la Société est exemptée, en tant que société contrôlée par la société Altaréa Cogédim par l'intermédiaire de sa filiale Altacom, de publier les informations sociales, environnementales et relatives à ses engagements sociétaux prévues par l'alinéa 5 de l'article susmentionné.

Le rapport social et environnemental du Groupe ALTAREA COGEDIM fait l'objet du chapitre 5 du document de référence de la Société ALTAREA valant également rapport de gestion sur l'exercice 2012, disponible sur le site Internet de la Société <http://www.altareacogedim.com/> et auprès de l'Autorité des Marchés Financiers <http://www.amf-france.org/>.

Droit Individuel de formation

Les articles L. 6323-1 et suivants du Code du Travail ouvrent pour les salariés bénéficiant d'un contrat de travail à durée indéterminé de droit privé, un droit individuel à formation d'une durée de 20 heures minimum par an, cumulable sur une période de six ans (plafonné à 120 heures).

Le volume d'heures de formation n'ayant pas donné lieu à demande s'élève à 16.186 heures au 31 décembre 2012.

Éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique

En vertu de l'autorisation conférée au Conseil d'administration par l'assemblée générale des actionnaires qui s'est tenue le 27 septembre 2012, le Conseil d'administration peut procéder à des achats d'actions de la Société dans la limite, selon le cas, de 5% ou 10% du capital social de la Société.

Comptes Sociaux Rue du Commerce S.A.



31 décembre 2012

1. BILAN

BILAN ACTIF

Désignation : RUE DU COMMERCE

Adresse : 44-50 AVENUE DU CAPITAINE GLARNE 93400 SAINT OUEN

N°SIRET : 42279772000030

Durée N : 9

Durée N-1 : 12

Rubriques		Montant brut	Amort. Prov.	31/12/2012	31/03/2012
Capital souscrit non appelé	I AA				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Frais d'établissement	AB		AC		
Frais de développement	CX		CQ		
Concessions,brevets,droits similaires	AF	1 878 310	AG	1 359 719	518 591
Fonds commercial (1)	AH	154 169	AI		154 169
Autres immobilisations incorporelles	AJ	2 302 813	AK	1 825 548	477 265
Avances,acomptes immob. Incorporelles	AL		AM		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Terrains	AN		AO		
Constructions	AP		AQ		
Installations techniq., matériel, outillage	AR	3 281	AS	3 281	
Autres immobilisations corporelles	AT	5 832 283	AU	4 822 840	1 009 443
Immobilisations en cours	AV		AW		
Avances et acomptes	AX		AY		
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)					
Participations par mise en équivalence	CS		CT		
Autres participations	CU	87 002	CV	87 002	87 002
Créances rattachées à participations	BB		BC		
Autres titres immobilisés	BD		BE		
Prêts	BF	49 669	BG	49 669	
Autres immobilisations financières	BH	497 340	BI	497 340	551 962
TOTAL II	BJ	10 804 867	BK	8 011 388	2 793 479
STOCKS ET EN-COURS					
Matières premières, approvisionnements	BL		BM		
En-cours de production de biens	BN		BO		
En-cours de production de services	BP		BQ		
Produits intermédiaires et finis	BR		BS		
Marchandises	BT	39 572 141	BU	1 334 158	38 237 983
Avances,acomptes versés/commandes	BV	1 226 523	BW		1 226 523
CREANCES					
Créances clients & cptes rattachés (3)	BX	31 879 849	BY	2 740 223	29 139 626
Autres créances (3)	BZ	17 320 921	CA		17 320 921
Capital souscrit et appelé, non versé	CB		CC		12 120
DIVERS					
Valeurs mobilières de placement (dt actions propres <input type="text"/>)	CD		CE		
Disponibilités	CF	19 033 549	CG		19 033 549
COMPTES DE REGULARISATION					
Charges constatées d'avance (3)	CH	416 329	CI		416 329
TOTAL III	CJ	109 449 312	CK	4 074 380	105 374 932
Frais émission d'emprunts à étaler	IV CW				
Primes rembours des obligations	V CM				
Ecarts de conversion actif	VI CN				
TOTAL GENERAL (I à VI)	CO	120 254 179	1A	12 085 769	108 168 411
				71 950 204	

BILAN PASSIF

Désignation : RUE DU COMMERCE

Rubriques		31/12/2012	31/03/2012
CAPITAUX PROPRES			
Capital social ou individuel (1) (dont versé : <input style="width: 100px; border: 1px solid black;" type="text" value="2 823 837,00"/>)	DA	2 823 837	2 813 718
Primes d'émission, de fusion, d'apport	DB	22 495 927	22 260 287
Ecart de réévaluation (2) (dont écart d'équivalence : <input style="width: 100px; border: 1px solid black;" type="text" value="EK"/>)	DC		
Réserve légale (3)	DD	277 244	277 244
Réserves statutaires ou contractuelles	DE		
Réserves réglementées (3) (dont rés. prov. cours <input style="width: 100px; border: 1px solid black;" type="text" value="B1"/>)	DF		
Autres réserves (dont achat d'œuvres orig. <input style="width: 100px; border: 1px solid black;" type="text" value="EJ"/>)	DG		
Report à nouveau	DH	9 117 187	9 880 086
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	DI	-5 662 843	-762 899
Subventions d'investissements	DJ		
Provisions réglementées	DK		
TOTAL I	DL	29 051 352	34 468 436
AUTRES FONDS PROPRES			
Produits des émissions de titres participatifs	DM		
Avances conditionnées	DN		
TOTAL II	DO		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
Provisions pour risques	DP	2 580 620	2 328 460
Provisions pour charges	DQ		20 103
TOTAL III	DR	2 580 620	2 348 563
DETTES (4)			
Emprunts obligataires convertibles	DS		
Autres emprunts obligataires	DT		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)	DU		428
Emprunts, dettes fin. divers (dont emp. participatifs <input style="width: 100px; border: 1px solid black;" type="text" value="EI"/>)	DV		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	DW		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	DX	57 346 234	23 846 818
Dettes fiscales et sociales	DY	10 422 736	5 063 609
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	DZ		
Autres dettes	EA	8 567 325	6 021 293
COMPTES DE REGULARISATION			
Produits constatés d'avance (4)	EB	200 144	201 058
TOTAL IV	EC	76 536 439	35 133 205
Ecart de conversion passif	V		
TOTAL GENERAL (I à V)	EE	108 168 411	71 950 204

Compte de résultat 2ème partie

Désignation : RUE DU COMMERCE

Rubriques		31/12/2012	31/03/2012
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	HA	2 507	
Produits exceptionnels sur opérations en capital	HB	160 855	1 564
Reprises sur provisions et transferts de charges	HC		
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (7)	VII	163 361	1 564
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)	HE		118 959
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	HF	18 525	51 394
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	HG		
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (7)	VIII	18 525	170 353
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	HI	144 836	(168 788)
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	IX		
Impôts sur les bénéfices	X	(486 812)	(353 766)
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	HL	258 740 512	296 589 010
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	HM	264 403 355	297 351 909
5. BENEFICE OU PERTE (TOTAL DES PRODUITS - TOTAL DES CHARGES)	HN	(5 662 843)	(762 899)

3. ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX - EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2012

1. Informations relatives à l'entreprise

En date du 26 février 2013, le conseil d'administration a arrêté et autorisé la publication des états financiers de Rue du Commerce pour l'exercice clos le 31 décembre 2012.

Le bilan, avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2012 dont le total est de 108 168 411 euros

et le compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste dégage une perte de 5 662 843 euros.

2. Évènements significatifs de la période

L'assemblée générale du 27 septembre 2012 a décidé dans sa 19ème résolution de changer les dates d'ouverture et de clôture des exercices, dorénavant fixées au 1er janvier et 31 décembre de chaque année afin de coïncider avec celles du Groupe Altarea Cogedim. L'exercice ouvert le 1er avril 2012 présente ainsi une durée exceptionnelle de 9 mois et s'est achevé le 31 décembre 2012.

3. Règles et Méthodes comptables

Les comptes sociaux sont présentés en milliers d'euros et toutes les valeurs sont arrondies au millier le plus proche (€000) sauf indication contraire.

Conformité aux normes comptables

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été établis en conformité avec les principes comptables généralement admis en France (PCG) dans le respect des principes de prudence et de continuité conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes
- Indépendance des exercices

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Conversion des monnaies étrangères

La monnaie fonctionnelle et de présentation de Rue de Commerce est l'euro (€). Les opérations en monnaies étrangères sont initialement enregistrées dans la monnaie fonctionnelle au taux de change en vigueur à la date de la transaction. A la date de clôture, les actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis dans la monnaie fonctionnelle au taux de change en vigueur à la date de clôture.

Entreprises liées

Les montants qui sont indiqués dans les différents tableaux concernant les entreprises liées se rapportent aux opérations réalisées avec les sociétés du groupe Rue du Commerce consolidées.

Suivi ultérieur de la valeur des actifs

Par application du règlement CRC 2002-10, un test de dépréciation (perte de valeur) est effectué en cas d'indice de perte de valeur des actifs.

Pour chaque actif concerné, la valeur nette comptable au bilan des actifs est comparée à la valeur actuelle. La valeur actuelle est la plus élevée entre la valeur vénale et la valeur d'usage.

La valeur d'usage est calculée à partir des estimations des avantages économiques futurs attendus. Dans la généralité des cas, elle est déterminée par la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés (DCF). Elle est estimée soit directement, soit indirectement au travers de l'estimation de la valeur d'usage de l'Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) à laquelle les actifs concernés appartiennent.

La valeur vénale correspond au prix auquel la société pourrait prétendre au titre de la cession de l'actif testé, diminué des coûts de vente. Ce prix net des coûts de vente est généralement estimé en appliquant un multiple de valorisation actualisé au résultat opérationnel moyen estimé sur 3 ans généré par l'actif testé.

Une dépréciation est comptabilisée, le cas échéant, si la valeur nette comptable au bilan est supérieure à la valeur actuelle.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont enregistrées à leur coût d'acquisition ou leur prix de revient. Les immobilisations incorporelles comprennent :

- Les frais de création et du développement, dans les phases initiales, du site internet ruecommerce.com (totalement amortis à ce jour)

- Des logiciels
- Des fonds commerciaux (rachat du fonds de commerce de CD AND CO pour 91 k€ en septembre 2001 et rachat des fonds commerciaux TopAchat et Clust pour 63 k€ en mars 2009)
- Des bases de données
- Des dépenses de développement liées à de nouveaux projets informatiques

Les amortissements pour dépréciation sont calculés selon le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité estimée des immobilisations.

Immobilisations incorporelles	Durées d'amortissement
Noms de domaine internet	Non amorti
Fonds commercial	Non amorti
Marque & bases de données	3 ans
Logiciels	1 an
Développements informatiques	3 ans

Fonds commercial CD & CO :

Le fonds de commerce acquis pour 91 k€ comprenait notamment l'activité de vente aux administrations et aux écoles, qui a généré sur l'exercice clos le 31 Décembre 2012 un chiffre d'affaires de 17,4 millions d'euros. Aucun indice de perte de valeur n'étant identifié, la société considère donc qu'il n'y a pas lieu de procéder à une dépréciation de ce fonds de commerce au 31 décembre 2012.

Fonds commercial TopAchat :

Le fonds de commerce acquis comprend notamment l'activité de vente sur Internet, via le site exploité sous l'enseigne www.topachat.com, d'une vaste gamme de produits relatifs notamment au domaine de l'informatique, des nouvelles technologies de l'information et de la communication à destination des particuliers. Cette activité a généré au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2012 un chiffre d'affaires de 46,2 millions d'euros.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont enregistrées à leur coût d'acquisition.

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire, sur les durées d'utilisation suivantes :

	Durées d'amortissement
• Agencements et Installations	3 ans
• Mobilier, matériel de bureau et inf.	3 ans
• Central téléphonique (autocommutateur)	5 ans

Immobilisations financières

Les immobilisations financières comprennent essentiellement les actions de la société détenues en propre, les dépôts et cautionnements, ainsi que les prêts qui sont comptabilisés à leur valeur nominale et font l'objet d'une dépréciation lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur probable de recouvrement.

Les actions Rue du Commerce détenues en propre, en raison du contrat de liquidité signé avec la société Portzamparc (voir plus loin la description de ce contrat) ou du contrat de croissance

externe sont classées en immobilisations financières et représentent respectivement 42 et 189 milliers d'euros de valeur brute.

Stocks

Les stocks de marchandises sont valorisés au prix unitaire moyen pondéré.

La valeur brute des marchandises et approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Une dépréciation statistique est appliquée, tenant compte de l'ancienneté et du taux de rotation des produits en stock.

Une dépréciation complémentaire est appliquée lorsque la valeur nette comptable des stocks à la clôture devient supérieure à la valeur de réalisation. La valeur de réalisation est déterminée en fonction des perspectives de ventes.

Les articles assemblés sont valorisés à la somme des coûts d'achat de leurs composants.

Clients et créances rattachées

Les créances clients sont reconnues et comptabilisées pour le montant initial de la facture déduction faite des dépréciations des montants non recouvrables. Une estimation du montant de créances douteuses est effectuée lorsqu'il n'est plus probable que la totalité de la créance pourra être recouvrée. Les créances irrécouvrables sont constatées en perte lorsqu'elles sont identifiées comme telles.

Une dépréciation des créances est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur nominale, la valeur d'inventaire des créances étant déterminée en fonction d'éventuels problèmes de recouvrement ou de l'existence de procédures judiciaires ou contentieuses.

Les créances site impayées depuis plus de 30 mois déjà dépréciées à hauteur de 95% font l'objet de la constatation d'une perte sur créances irrécouvrables. L'impact net sur le résultat après déduction de la dépréciation est une perte de 49 K€.

Autres créances

Les autres créances sont comptabilisées à leur valeur nominale.

Une dépréciation est constituée lorsque la valeur nette comptable des créances devient inférieure à la valeur recouvrable, qui elle est appréciée à chaque clôture.

Une partie des autres créances est constituée des encaissements reçus des clients de la Galerie Marchande.

Trésorerie et Valeurs Mobilières de Placement

La trésorerie et les dépôts à court terme comptabilisés au bilan comprennent la trésorerie en banque, la caisse et les dépôts à court terme ayant une échéance initiale de moins de trois mois.

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur coût historique et font l'objet d'une dépréciation lorsque la valeur de marché devient inférieure à la valeur comptable. Les valeurs mobilières de placement comprennent essentiellement des Sicav de trésorerie régulières.

Provisions pour risques et charges

Une provision est constituée lorsque la société a une obligation légale, réglementaire ou contractuelle résultant d'événements antérieurs, qu'il est probable qu'une sortie de ressources soit nécessaire pour éteindre l'obligation, et que le montant de l'obligation peut être évalué de façon fiable.

Les provisions constituées découlent de litiges commerciaux ou prud'homaux ou d'autres risques.

De manière générale, chacun des litiges connus fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes et, après avis éventuels de conseils externes, les provisions jugées nécessaires sont constituées pour couvrir les risques estimés.

Pensions et autres avantages postérieurs à l'emploi

Au 31 décembre 2012, les avantages postérieurs à l'emploi accordés aux salariés de Rue du Commerce correspondent exclusivement aux indemnités de départ à la retraite. Les indemnités légales et conventionnelles sont calculées pour chacun des salariés de la société présents en fonction de leur ancienneté théorique le jour de leur départ en retraite, conformément à la recommandation 03-R-01 du Conseil National de la Comptabilité du 1er avril 2003.

L'engagement pour retraite n'est pas comptabilisé dans les comptes sociaux mais indiqué en engagement hors bilan.

Autres dettes

Une partie des autres dettes est constituée des sommes dues aux partenaires de la Galerie Marchande.

4. Recours à des estimations

Pour préparer les informations financières, conformément aux principes comptables généralement admis, la Direction doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent les montants présentés au titre des éléments d'actifs et de passifs, ainsi que les informations fournies sur les actifs et les passifs éventuels à la date d'établissement de ces informations financières, et les montants présentés au titre des produits et charges de la période.

Les principales estimations utilisées par la Direction concernent :

- Les provisions pour risque et charges (cf. 14)
- Les dépréciations des créances clients (cf. 9)
- La dépréciation des stocks (cf. 8)
- Les remises de fins d'année

La Direction revoit ses estimations et appréciations de manière constante sur la base de son expérience passée ainsi que de divers facteurs jugés raisonnables, qui constituent le fondement de ses appréciations de la valeur comptable des éléments d'actifs et de passifs. Ces estimations et appréciations sont susceptibles d'être modifiées au cours des périodes ultérieures et d'entraîner des ajustements.

5. Produits et charges

Chiffre d'affaires

La société comptabilise son chiffre d'affaires selon les modalités suivantes :

Ventes de produits livrés par Rue du Commerce : Le chiffre d'affaires est reconnu au moment de l'expédition des produits.

Ventes de la Galerie : La commission est constatée à la livraison des marchandises par le partenaire.

Ventes de services : Le chiffre d'affaires des services associés aux produits, services dont la prestation est assurée par un partenaire, est reconnu à l'expédition des produits. Le chiffre d'affaires des services associés aux produits, services dont la prestation est assurée par Rue du Commerce, est pris à l'avancement au cours de la période sur laquelle le service est offert.

Prestations publicitaires : Le chiffre d'affaires de la régie est reconnu lorsque la publicité a été diffusée sur un ou plusieurs sites de la Société.

Les réductions accordées aux clients lors de la vente sont immédiatement déduites du prix de vente.

A la clôture de chaque exercice, la société enregistre dans le poste « avoirs à émettre » le montant total des bons d'achats adressés à ses clients, encore valides, et non utilisés.

Autres Produits

(en k€)	31-mars-12	31-déc-12
Subventions publiques	11	0
Autres produits	76	9
Total Autres produits	88	9

Les autres produits de l'exercice 2012 (9 mois) sont constitués principalement par les écarts de règlements clients.

Frais de personnel

(en k€)	31-mars-12	31-déc-12
Charges salariales	9 800	9 892
Charges sociales	4 452	4 614
Total Frais de personnel	14 252	14 506

Produits et charges financiers

Les produits financiers sont principalement constitués par les profits réalisés par le placement de la trésorerie excédentaire en Sicav de trésorerie régulières, les revenus du compte courant, les escomptes pour paiement anticipé réalisés auprès de nos fournisseurs, les profits de change réalisés sur nos dettes fournisseurs ou les gains réalisés sur les cessions de nos actions détenus en propre.

Les charges financières sont principalement constituées les pertes de changes réalisées sur nos dettes fournisseurs et les pertes réalisées sur les cessions de nos actions détenues en propre.

Produits et charges exceptionnels

Les produits exceptionnels sont principalement constitués par des indemnités perçues suite à la résolution favorable pour la société de litiges commerciaux.

Les charges exceptionnelles sont principalement constituées de la valeur nette comptable d'actifs cédés et de versements de dommages et intérêts aux clients suite à des litiges.

6. Impôts sur le résultat

Un profit d'impôt de 486 812 euros a été constaté pour l'exercice clos le 31 décembre 2012. Il est constitué d'un crédit d'impôt recherche pour 345 k€, d'un crédit d'impôt mécénat pour 137 k€, et enfin d'un crédit d'impôt apprentissage pour 4 k€.

7. Immobilisations incorporelles, corporelles et financières

	Fonds de Commerce	Concession, brevets et droits similaires	Autres immob. Incorp.	Total Immob. Incorp.	Inst Générale, agenc.	Mat. Bureau, inform, divers	Total Immob. Corporelles	Autres Immos Financières
Au 31 mars 2012	154	1 655	1 766	3 575	988	4 249	5 237	639
Acquisitions	0	522	536	1 059	0	657	657	0
Reclassement	0	0	0	0	0	0	0	0
Cessions	0	299	0	299	0	59	59	5
Au 31 décembre 2012	154	1 878	2 303	4 335	988	4 848	5 835	634
Amortissements (en k€)								
	Fonds de Commerce	Concession, brevets et droits similaires	Autres immob. Incorp.	Total Immob. Incorp.	Inst Générale, agenc.	Mat. Bureau, inform, divers	Total Immob. Corporelles	Autres Immos Financières
Au 31 mars 2012	0	1 606	1 637	3 243	960	3 356	4 315	0
Dotations	0	53	189	242	28	534	562	0
Reprises	0	299	0	299	0	52	52	0
Au 31 décembre 2012	0	1 360	1 826	3 185	987	3 839	4 826	0
Valeurs nettes (en k€)								
	Fonds de Commerce	Concession, brevets et droits similaires	Autres immob. Incorp.	Total Immob. Incorp.	Inst Générale, agenc.	Mat. Bureau, inform, divers	Total Immob. Corporelles	Autres Immos Financières
Au 31 mars 2012	154	49	129	332	28	893	922	639
Au 31 décembre 2012	154	518	477	1 149	0	1 009	1 010	634

8. Stocks

(en k€)	31/03/12	31/12/12
Valeur Brute	25 864	39 572
Dépréciation	(899)	(1 334)
Valeur Nette	24 965	38 238

9. Clients et autres créances

(en k€)	Brut 31/12/12	Depr.	Net 31/12/12	A 1 an au +	A + d'1 an et à 5 ans au +	A + de 5 ans	Net 31/03/12
Avances et Acomptes	1 227	0	1 227	1 227	0	0	161
Créances Clients et rattachées	31 880	-2 740	29 140	29 140	0	0	15 503
Autres créances et comptes de régularisation	17 321	0	17 321	17 321	0	0	11 156
Total créances de l'actif circulant	50 427	-2 740	47 687	47 687	0	0	26 820

10. Fournisseurs et autres dettes

(en k€)	31/03/12 Net	31/12/12 Net
---------	-----------------	-----------------

Fournisseurs	20 099	47 214
Fournisseurs, factures non parvenues	3 748	10 132
Total Dettes fournisseurs	23 847	57 346

Personnel et Comptes rattachés	1 179	1 946
Sécurité Sociale et autres organismes	1 455	2 651
Etat – TVA	1 639	5 028
Etat – IS	0	0
Autres impôts et taxes	791	798
Autres dettes	6 021	8 567
Total Autres dettes	11 085	18 990

11. Capital émis et réserves**Capital social**

Au 31 décembre 2012, le capital de la société Rue du Commerce est composé de 11.295.348 actions d'une valeur nominale de 0,25 euros.

Evolution du capital social	Nombre d'actions	Valeur nominale	Capital Social
Au 31 mars 2012	11 254 873	0,25	2 813 718
Augmentation de capital (conversion de stock-options)	40 475	0,25	10 119
Au 31 décembre 2012	11 295 348	0,25	2 823 837

Contrat de liquidité

Depuis le 30 septembre 2005 et pour une durée de 1 an renouvelable par tacite reconduction, la société RUE DU COMMERCE a confié la mise en œuvre d'un contrat de liquidité conforme à

la Charte de Déontologie de l'AFEI approuvée par l'instruction de l'Autorité des Marchés Financiers du 22 mars 2005 à PORTZAMPARC S.A.

Pour la mise en œuvre de ce contrat, 200 000 € ont été affectés au compte de liquidité.

Au 31 décembre 2012, au titre de ce contrat, la société était propriétaire de 5.604 actions détenues en propre, valorisées 42 milliers d'euros. Aucune dépréciation n'a été constatée sur ces titres à cette date.

Contrat de croissance externe

Par ailleurs, la société RUE DU COMMERCE a conclu le 01 avril 2009 une convention avec la société PORTZAMPARC permettant à la société d'acquérir ses propres actions en vue de les remettre ultérieurement en paiement ou en échange dans le cadre d'opérations de croissance externe.

Au 31 décembre 2012, au titre de ce contrat, la société était propriétaire de 50.766 actions détenues en propre, valorisées 374 milliers d'euros. Aucune dépréciation n'a été constatée sur ces titres à cette date.

Établissement teneur de titres

CACEIS Corporate Trust, anciennement Crédit Agricole Caisse d'Épargne Investor Services – Euro Emetteurs Finance, 14 rue Rouget de Lisle, 92130 Issy les Moulineaux, a été désigné comme mandataire pour assurer la tenue des comptes de propriétaires d'actions nominatives.

Capitaux propres

L'évolution des capitaux propres de la société se présente comme suit :

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES en k€	Capital	Primes	Réserves	Résultat	Total
CAPITAUX PROPRES au 31 mars 2011	2 772	21 314	8 772	1 386	34 244
Affectation du résultat au 31/03/2011			1 386	-1 386	0
Augmentation de capital (Stock-Options)	41	946			987
Résultat de l'exercice				-763	-763
CAPITAUX PROPRES au 31 mars 2012	2 813	22 260	10 158	-763	34 468
CAPITAUX PROPRES au 31 mars 2012	2 813	22 260	10 158	-763	34 468
Affectation du résultat au 31/03/2012			-763	763	0
Augmentation de capital (Stock-Options)	10	236			246
Résultat de l'exercice				-5 663	-5 663
CAPITAUX PROPRES au 31 décembre 2012	2 824	22 496	9 395	-5 663	29 052

12. Stock-options

Les tableaux présentés ci-après donnent le détail des plans relatifs à l'actionnariat salarié en vigueur.

	Options de souscription d'actions					
	Plan n° 1	Plan n° 2	Plan n° 3	Plan n° 4	Plan n° 5	Plan n° 6
Date de l'assemblée générale	28/09/2006	28/09/2006	27/09/2007	22/09/2009	22/09/2009	29/07/2010
Date du Conseil d'administration	03/10/2006	14/05/2007	19/02/2008	21/10/2009	06/07/2010	14/02/2011
Nb total d'options autorisées	75 000	221 000	106 000	246 700	69 000	36 000
Nb total d'options restantes au 31/03/12	1 000	2 000	37 475	128 200	14 000	36 000
Nb d'options exercées au cours de l'exercice	1 000	2 000	37 475	0	0	0
Nb d'options supprimée au cours de l'exercice	0	0	0	7 050	0	0
Nb total d'options restantes au 31/12/12	0	0	0	121 150	14 000	36 000
Périodes d'exercice des options						
1ère période du	03/10/2008	14/05/2009	19/02/2010	21/10/2011	06/07/2012	14/02/2013
au	02/10/2009	13/05/2010	18/02/2011	20/10/2012	05/07/2013	13/02/2014
2ème période du	03/10/2009	14/05/2010	19/02/2011	21/10/2012	06/07/2013	14/02/2014
au	02/10/2010	13/05/2011	18/02/2012	20/10/2013	05/07/2014	13/02/2015
3ème période du	03/10/2010	14/05/2011	19/02/2012	21/10/2013	06/07/2014	14/02/2015
au	02/10/2016	13/05/2017	18/02/2018	20/10/2019	05/07/2020	13/02/2021
Condition d'exercice des options						
1ère période	50 % du nombre total des options pouvant être souscrites					
2ème période	75 % du nombre total de bons pouvant être souscrites					
3ème période	100 % du nombre total de bons pouvant être souscrites					
Prix de souscription des options	6,90	5,88	6,06	5,03	5,86	6,61

13. Emprunts et dettes financières

La société n'a aucun emprunt au 31 décembre 2012.

14. État des Provisions et Dépréciations

en k€	Provision pour risques	Provision pour charges	Dépréciation sur stock	Dépréciation sur comptes clients	Dépréciation sur autres créances
Au 31 mars 2012	2 328	20	900	2 245	0
Dotations	252	0	435	1 195	0
Reprises	0	-20	0	-700	0
Au 31 décembre 2012	2 580	0	1 334	2 740	0

Conformément à ses principes comptables chacun des litiges connus ont fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes et les provisions nécessaires ont été constituées pour couvrir les risques estimés.

Parmi les principaux risques auxquels la Société est exposée, figurent les litiges ci-après :

Rue du Commerce s'est vue notifier le 14 novembre 2005 par l'administration fiscale un redressement en matière de TVA au titre des années 2002, 2003 et 2004 d'un montant total de 2 488 milliers d'euros. A l'appui de sa décision, l'administration fiscale a cru pouvoir remettre en cause le droit à déduction de la TVA que Rue du Commerce avait payée à certains fournisseurs au motif que ceux-ci s'étaient abstenus de la reverser au Trésor Public.

Après analyse des fondements de ce redressement, Rue du Commerce a introduit une requête introductive d'instance devant la Cour Administrative d'Appel de Versailles le 5 avril 2012 et demande le dégrèvement pur et simple de l'ensemble des rappels de TVA et des pénalités qui avaient été mis en recouvrement et acquittés par la Société en août 2007.

Rue du Commerce a reçu au cours de l'exercice 2011 / 2012 une assignation en justice de la part d'un concurrent, prétendant être victime de contrefaçon et de concurrence déloyale. Le concurrent a été débouté par jugements en référé en date du 8 novembre 2011 mais a fait appel au fonds.

Rue Du Commerce a reçu en date du 21 décembre 2011 une assignation en justice de la part d'une organisation syndicale suite à une interprétation divergente entre ce syndicat et la société d'un article de la Convention Collective de la Vente à Distance. L'organisation syndicale, déboutée en première instance, a fait appel du jugement rendu le 13 juillet 2012 par le Tribunal de Grande Instance de Bobigny.

Rue du commerce a reçu en date du 26 septembre 2012 une assignation en justice de la part de la part d'un fabricant prétendant être victime d'atteinte à son image de marque, à l'intégrité de ses produits et de son réseau de distribution sélective. Rue du Commerce considère que le risque de sortie est faible.

15. Avantages du personnel

Plan d'intéressement des salariés au capital

Il n'existe pas, à l'exception des plans de stock-options détaillés en note 12 et de la participation légale, de plan d'intéressement des salariés au capital.

Pensions et autres avantages postérieurs à l'emploi

Une provision pour indemnités de fins de carrière est calculée, sur la base d'hypothèses actuarielles.

Les hypothèses retenues pour le calcul de la provision au 31 décembre 2012 sont les suivantes :

a) Taux d'actualisation : Le taux de référence pour des régimes du type des IFC est le taux des obligations d'entreprise de haute qualité de maturité 10 ans, soit 2.80 %

b) En application des dispositifs de la loi Fillon les employés doivent dans le cas général cumuler un nombre d'années de service prédéfini afin de bénéficier de leur retraite légale à taux plein. Le nombre d'années de service requis est ainsi de 166 trimestres pour les personnes nées après le 31 décembre 1954.

L'âge moyen de la population bénéficiaire est de 32 ans.

En faisant l'hypothèse que l'âge de début de carrière est de 21 ans pour les non cadres et 23 ans pour les cadres, l'âge de départ à la retraite serait donc de 62,5 ans pour les non cadres et 64,5 ans pour les cadres.

- c) L'application d'un taux d'augmentation des salaires de 3% (inflation comprise)
- d) Table de mortalité : la table TF- TH 2000-02 a été retenue
- e) Probabilité à l'âge de départ à la retraite, Table de turnover annuel pondéré proche du taux de turn-over annuel moyen observé sur les 3 dernières années :

tranches d'âge	taux annuel de turn-over (2012)
< 30 ans	20,60%
de 30 à 34 ans	18,03%
de 35 à 39 ans	15,45%
de 40 à 44 ans	10,30%
de 45 à 49 ans	5,15%
de 50 à 54 ans	2,06%
de 55 à 59 ans	1,03%
>= 60 ans	0,00%

- f) Taux de charges patronales : 45%.

Ces hypothèses conduisent à l'évaluation de la provision pour indemnités de fin de carrière pour un montant de 206 milliers d'euros au 31 décembre 2012. Ce dernier n'est pas provisionné dans les comptes sociaux, et apparaît donc dans les engagements hors bilan.

Droit Individuel de formation

Le volume d'heures de formation n'ayant pas donné lieu à demande s'élève à 16.186 heures au 31 décembre 2012

16. Rémunération des dirigeants et des organes de Direction

Le montant des rémunérations allouées aux organes de direction à raison de leurs fonctions au sein de la société s'élève, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2012, à 161 milliers d'euros.

(en euros)	31/03/12	31/12/12
Gauthier PICQUART – Président Directeur Général		
Rémunération Fixe	204 000	153 000
Rémunération Variable	0	0
Avantages en nature	9 250	7 648
TOTAL	213 250	160 648

Aucun jeton de présence n'a été versé aux membres des organes de direction au titre des exercices clos 2009 / 2010 et 2010 / 2011. 24.000 euros de jetons de présence ont été versés en juillet 2012 au titre de l'exercice 2011 / 2012.

Les membres des organes de direction et les administrateurs non membres des organes de direction ne bénéficient d'aucun stock-option ou titre donnant accès au capital.

De même, les membres des organes de direction ne bénéficient d'aucun engagement pris par la société et correspondant à des éléments de rémunération, des indemnités ou des avantages dus ou susceptibles d'être dus à la cessation ou du changement de leurs fonctions, ou postérieurement à celles-ci.

17. Engagements et éventualités

Engagement en matière de pensions et retraites: 206 milliers d'euros (cf § 15)

Effets escomptés et non échus : néant
 Avals et cautions reçus par le groupe : néant
 Avals et cautions données par le groupe : néant

Engagements de paiement futurs (milliers d'euros)	A 1 an au +	A + d'1 an et à 5 ans au +	A + de 5 ans
Engagements Commerciaux, obligations contractuelles			
Baux :			
- Locaux à Saint Ouen (93)	546	2 308	48
- Locaux à Aix (93)	68	146	0
- Locaux à Lyon (69)	28	71	0

18. Effectif moyen salarié

	31/03/11	31/03/12	31/12/12
Hommes	150	144	173
Femmes	146	134	154
TOTAL	296	278	327
Contrats à durée indéterminée	265	245	284
Contrats à durée déterminée	31	33	43
TOTAL	296	278	327
Cadres	99	91	113
Employés	197	187	214
TOTAL	296	278	327

19. Informations relatives aux parties liées

Tableau des filiales et participation

Filiales et participations (euro)	Maxidome
forme juridique	sas
Capital Social	37 000
Réserves & Report à nouveau	(15 867)
Quote-part du capital détenu en %	100%
Valeur brute des titres détenus	37 000
Valeur nette des titres détenus	37 000
Prêts et avances consenties par la société	0
Cautions et avals donnés par la société	néant
Chiffre d'affaires H.T. 31/12/12	0
Résultat 31/12/12	(1 739)

Aucun dividende n'a été perçu de la filiale au cours des trois derniers exercices.
 La société Maxidome n'a eu aucune activité commerciale.

20. Politique de gestion des risques financiers

Risque de taux d'intérêt et de liquidité

Historiquement, la Société a financé sa croissance grâce à ses actionnaires, la Société n'ayant recours à l'endettement que de manière ponctuelle et pour financer des projets précis.

Au cours de la période close le 31 décembre 2012, la Société disposait de facilités de trésorerie accordées à court terme, qui n'ont été que partiellement utilisées, et consenties par les banques LCL (2 millions d'euros), HSBC (1 million d'euros) et OBC (1 million d'euros).

Les facilités de trésorerie accordées par les banques sont renouvelées et renégociées chaque année. Des discussions ont lieu au cours du mois d'octobre pour renouveler les facilités de trésorerie permettant de couvrir les besoins de financement maximum estimés pour l'exercice en cours. La facilité de caisse LCL a ainsi été portée à 10 millions d'euros pour la période 15/10/2012 au 16/01/2013.

Compte tenu de sa position de trésorerie, la Société n'est actuellement exposée à aucun risque de liquidité, ni à un quelconque risque de taux d'intérêt.

Risque sur actions

Il n'existe pas de risque significatif lié à une fluctuation du marché boursier dans la mesure où la trésorerie de la société est placée en produits monétaires sans risques.

Risque de change

La société n'a aucune position nette dans une quelconque devise étrangère au 31 décembre 2012.

La Société estime que le risque de change auquel elle est exposée dans le cadre de son activité n'est pas significatif, dans la mesure où elle réalise plus de 95% de ses achats en euros et moins de 5% en dollars américains, répercutant intégralement sur son prix de vente les variations éventuelles du dollar. Le chiffre d'affaires, les charges d'exploitation, les dépenses d'investissement, actif et passif de la Société sont libellés en euros.

Pendant, une hausse significative du dollar américain au détriment de l'euro pourrait avoir une incidence directe sur les prix des produits et donc sur l'activité de la Société. En effet, la plupart des produits vendus par la Société sont fabriqués en Asie et aux Etats-Unis d'Amérique et sont vendus à des importateurs européens sur la base du dollar américain.

Risque de crédit

Le groupe n'entretient de relations commerciales qu'avec des tiers dont la santé financière est avérée (pour la partie de vente administrations). Par ailleurs, les soldes clients font l'objet d'un suivi permanent, et par conséquent, l'exposition du groupe aux créances irrécouvrables n'est pas significative.

21. Evénements postérieurs à la date de clôture

Il n'existe à la date d'établissement du présent rapport aucun élément important susceptible d'être signalé pouvant avoir une influence significative sur la marche de l'entreprise et sur les états financiers clos au 31 décembre 2012.

Comptes Consolidés Groupe Rue du Commerce



31 décembre 2012

1. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

En milliers d'euros

	notes	12 mois	9 mois
		31/03/2012	31/12/2012
Produits des activités ordinaires	4	290 893	255 368
dont Ventes de marchandises		267 035	233 224
dont Prestations de services		23 858	22 144
Autres produits de l'activité	5	88	10
Achats consommés		-239 543	-215 625
Marge Brute		51 438	39 753
Charges de personnel	5	-14 230	-14 301
Charges externes		-31 668	-27 756
Impôts et taxes		-1 282	-1 446
Dotations aux amortissements		-1 274	-804
Dépréciations et dotations nettes aux provisions		-1 302	-1 911
Autres produits de l'exploitation		34	374
Autres charges de l'exploitation		-553	-232
Résultat Opérationnel Courant		1 163	-6 323
Autres produits opérationnels	7	0	0
Autres charges opérationnelles	7	-2 839	0
Résultat Opérationnel		-1 676	-6 323
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		393	313
Coût de l'endettement financier brut		-1	-1
Coût de l'endettement financier net		392	311
Autres produits financiers		99	106
Autres produits charges financières		-219	-107
Résultat avant impôt		-1 404	-6 014
Charges d'impôt sur le résultat	8	429	252
Résultat Net des activités ordinaires poursuivies de l'exercice		-975	-5 762
Résultat des activités arrêtées ou en cours de cession		0	0
Résultat de l'exercice		-975	-5 762
Part Groupe		-975	-5 762
Intérêts Minoritaires			
	Notes	31/03/2012	31/12/2012
Nombre moyen d'actions sur l'exercice	9	11 124 113	11 147 498
Résultat par action		-0,09 €	-0,52 €
Dilution : nombre potentiel d'actions nouvelles		11 342 788	11 318 648
Résultat dilué par action		-0,09 €	-0,51 €

2. GAINS OU PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

en milliers d'euros

Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	31/03/2012	31/12/2012
Résultat net	-975	-5 762
Ecart de conversion		
Réévaluation des instruments dérivés de couverture		
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente		
Réévaluation des immobilisations		
Ecart actuariels sur les régimes à prestations définies		
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence		
Impôts		
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	0	0
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-975	-5 762
Dont part du Groupe	-975	-5 762
Dont part des intérêts minoritaires	0	0

3. BILAN CONSOLIDE

en milliers d'euros

ACTIF	notes	31/03/2012	31/12/2012
Écarts d'acquisition	10	91	91
Immobilisations Incorporelles	10	173	990
Immobilisations Corporelles	10	922	1 009
Immobilisations Financières	10	367	420
Actifs d'impôts différés	8	138	248
Autres actifs non courants		0	0
ACTIF NON COURANT		1 690	2 759
Stock et en cours	11	24 965	38 238
Créances clients et comptes rattachés (net)	12 & 16	15 503	29 140
Autres créances et comptes de régularisation	12 & 16	11 319	18 987
Trésorerie et équivalents de trésorerie	13	18 271	18 976
ACTIF COURANT		70 058	105 341
TOTAL ACTIF		71 748	108 100

en milliers d'euros

PASSIF	notes	31/03/2012	31/12/2012
Capital	14	2 814	2 824
Réserves liées au capital	14	24 344	24 548
Réserves consolidées	14	7 904	6 980
Résultat de l'exercice	14	-975	-5 762
CAPITAUX PROPRES	14	34 087	28 590
Emprunts portant intérêt (part à + un an)	15	0	0
Passif d'impôts différés	7	0	0
Provision pour risques et Charges	16 & 17	2 525	2 787
Autres passifs non courants		0	0
PASSIF NON COURANT		2 525	2 787
Emprunts portant intérêt (part à - d'un an)	18	0	0
Fournisseurs et comptes rattachés (net)	18	23 849	57 347
Autres créditeurs et comptes de régularisation	18	11 287	19 376
PASSIF COURANT		35 136	76 723
TOTAL PASSIF		71 748	108 100

4. TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

en milliers d'euros

	notes	31/03/2012	31/12/2012
Résultat net consolidé des entreprises intégrées		-975	-5 762
Résultat des minoritaires		0	0
Résultat net consolidé y compris intérêts minoritaires		-975	-5 762
+ / - amortissements et provisions		3 531	1 995
+ / - charges et produits liés aux stocks options et assimilés	14	45	-58
+ / - (Plus)/moins values de cession		-1	7
+ / - autres charges et produits		0	0
Capacité d'autofinancement après endettement financier net et impôt		2 600	-3 818
+ / - coûts de l'endettement financier net		-392	-311
+ / - charge d'impôts (y compris impôts différés) (accroï.)/réduction	8	-429	-236
Capacité d'autofinancement avant endettement financier net et impôt		1 779	-4 365
+ / - impôt versé / encaissé		-1 269	557
- Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		-759	5 699
Flux nets de trésorerie générés par l'activité		-249	1 891
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	10	-850	-1 716
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		0	0
Variation des prêts et avances		-53	-52
+ / - incidence des variations de périmètre		0	0
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement		-903	-1 769
+ / - Augmentation de capital en numéraire	14	987	246
- Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		0	0
- Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		0	0
+ / - acquisitions d'actions en propre		7	26
Redevances de crédit-bail			
+ / - Ecart de conversion		0	0
+ / - variation des comptes courants		0	0
+ / - Emissions ou remboursements d'emprunts		0	0
Produits financiers nets		392	311
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		1 386	583
Variation de trésorerie		234	706
Trésorerie d'ouverture		18 036	18 270
Trésorerie de Clôture		18 270	18 976
Variation de trésorerie		234	706

5. TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

En milliers d'euros

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	Capital	Primes & Réserves	Résultat	Gains ou pertes directement comptabilisés en CP	Total
			Part groupe		
CAPITAUX PROPRES au 1er avril 2011	2 772	30 096	1 156	0	34 024
Affectation du résultat au 31/03/2010		1 156	-1 156		0
Augmentation de capital (Stock-Options)	41	946			987
Impact IFRS sur les réserves (Stock-Options)		45			45
Annulation actions propres		6			6
Gains ou pertes comptabilisés en CP				0	0
Résultat consolidé			-975		-975
CAPITAUX PROPRES au 31 mars 2012	2 814	32 248	-975	0	34 087
CAPITAUX PROPRES au 1er avril 2012	2 814	32 248	-975	0	34 087
Affectation du résultat au 31/03/2012			-975	975	0
Augmentation de capital (Stock-Options)	10	236			246
Impact IFRS sur les réserves (Stock-Options)		-13			-13
Annulation actions propres		32			32
Gains ou pertes comptabilisés en CP				0	0
Résultat consolidé			-5 762		-5 762
CAPITAUX PROPRES au 31 décembre 2012	2 824	31 528	-5 762	0	28 590

6. ANNEXE AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDÉS – PERIODE CLOSE LE 31 DECEMBRE 2012

1. Informations relatives à l'entreprise

En date du 26 février 2013, le conseil d'administration a arrêté et autorisé la publication des états financiers consolidés de Rue du Commerce pour l'exercice clos le 31 décembre 2012. Rue du Commerce est une société anonyme cotée à Paris au compartiment C d'Euronext.

Rue du Commerce s'est spécialisée lors de sa création en 1999 dans la distribution exclusivement en ligne de produits high tech à destination des particuliers (BtoC), puis des administrations et entreprises (BtoB). En juillet 2007 Rue du Commerce a progressivement étendu ses activités en fédérant des sites marchands renforçant son offre de produits dans l'électroménager, la mode, la beauté, la maison, le sport et bricolage, les jeux et jouets et les biens culturels.

Rue du Commerce exploite à ce jour deux sites marchands, www.rueducommerce.com et www.topachat.com.

2. Evènements significatifs de l'exercice

L'assemblée générale du 27 septembre 2012 a décidé dans sa 19ème résolution de changer les dates d'ouverture et de clôture des exercices, dorénavant fixées au 1er janvier et 31 décembre de chaque année afin de coïncider avec celles du Groupe Altarea Cogedim. L'exercice ouvert le 1er avril 2012 présente ainsi une durée exceptionnelle de 9 mois et s'est achevé le 31 décembre 2012.

3. Principes comptables

Principes de préparation des états financiers

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 31 décembre 2012 et disponibles sur le site

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission.

Les normes comptables internationales comprennent les normes IFRS, les normes IAS (International Accounting Standards) ainsi que leurs interprétations (IFRIC et SIC).

Les comptes consolidés de la période sont présentés en milliers d'euros et sont établis suivant les mêmes méthodes comptables et les mêmes modalités d'estimation que celles utilisées pour les comptes consolidés au 31 mars 2012, à l'exception de l'adoption des nouvelles normes et interprétations suivantes :

Titre	Date d'application de la norme	Adoption par l'Union Européenne	Statut
Normes et interprétations obligatoires au 31 décembre 2012			
Amendement to IFRS 7 Financial instruments : Disclosures - Transfers of financial assets	1 ^{er} juillet 2011	OUI	Sans incidence sur les comptes du Groupe

L'application de ces normes et interprétations n'ont pas eu d'incidence sur les comptes du Groupe.

Nouvelles normes, amendements et interprétations et qui ne sont pas d'application obligatoire :

Titre	Date d'application de la norme	Adoption par l'Union Européenne	Date d'endossement UE réelle ou attendue	Statut
Normes et interprétations qui ne sont pas d'application obligatoire au 31 décembre 2012				
IFRS 9 Financial Instruments (issued in 2009)	1 ^{er} janvier 2015	NON	Reporté	Pas d'application anticipée pour le Groupe
IFRS 9 Financial Instruments (issued in 2010)	1 ^{er} janvier 2015	NON	Reporté	Pas d'application anticipée pour le Groupe
IAS 12 Deferred Tax – Recovery of underlying assets	1 ^{er} janvier 2013	OUI	29-déc-12	Pas d'application anticipée pour le Groupe
IAS 27 Separate financial statements	1 ^{er} janvier 2014	OUI	29-déc-12	Pas d'application anticipée pour le Groupe
IAS 28 Investments in associates and joint ventures	1 ^{er} janvier 2014	OUI	29-déc-12	Pas d'application anticipée pour le Groupe
IFRS 10 Consolidated financial statements	1 ^{er} janvier 2014	OUI	29-déc-12	Pas d'application anticipée pour le Groupe
IFRS 11 Joint arrangements	1 ^{er} janvier 2014	OUI	29-déc-12	Pas d'application anticipée pour le Groupe
IFRS 12 Disclosure of interests in other entities	1 ^{er} janvier 2014	OUI	29-déc-12	Pas d'application anticipée pour le Groupe
IFRS 13 Fair value measurement	1 ^{er} janvier 2014	OUI	29-déc-12	Pas d'application anticipée pour le Groupe
IAS 19 – Employee benefits	1 ^{er} janvier 2013	OUI	06-juin-12	Pas d'application anticipée pour le Groupe
Amendment IAS 1 – Presentation of financial statements – presentation of other comprehensive income	1 ^{er} juillet 2012	OUI	06-juin-12	Pas d'application anticipée pour le Groupe

Le groupe n'a pas appliqué ces normes par anticipation et ne devrait pas être impacté par leur mise en vigueur.

Les comptes consolidés du Groupe sont établis selon le principe du coût historique, à l'exception des instruments financiers dérivés et actifs financiers disponibles à la vente, qui sont évalués à leur juste valeur.

Recours à des estimations et des hypothèses

La préparation des états financiers selon les normes IFRS nécessite de la part de la Direction d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les estimations et hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les estimations et hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue. L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période, ou au cours de la période du changement et des périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par le changement.

Les principaux postes comptables concernés par des estimations ou hypothèses sont les suivants :

- Dépréciation des comptes clients et du stock ;
- Estimations des remises de fin d'année ;
- Provisions pour risques et charges.

Principes de consolidation

Les états financiers de Rue du Commerce sont préparés sur la base des méthodes comptables homogènes au sein du groupe.

Tous les soldes et transactions intragroupes ainsi que les produits, les charges et les résultats latents qui sont compris dans la valeur comptable d'actifs, provenant de transactions internes, sont éliminés en totalité.

Le périmètre de consolidation comprend l'ensemble des sociétés contrôlées de façon durable et exclusive par Rue du Commerce. Toutes les sociétés sont consolidées par intégration globale.

La société consolidante est Rue du Commerce SA.

Les états financiers de la filiale Maxidome SAS sont établis à la même date de reporting que la société mère et en utilisant les mêmes méthodes comptables. Les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation sont consolidées sur la base des comptes annuels, arrêtés au 31 décembre 2012.

Au 31 décembre 2012, le périmètre de consolidation se présente comme suit :

SOCIETE	SIEGE	N° SIREN	PAYS	% de contrôle	% d'intérêt	Méthode de consolidation
RUE DU COMMERCE SA	44-50 avenue du capitaine Glarner 93585 Saint Ouen	422 797 720	France	Société mère	Société mère	IG *
Maxidome SAS	44-50 avenue du capitaine Glarner 93585 Saint Ouen	492 829 569	France	100%	100%	IG *

(*) IG : Intégration globale

Conversion des monnaies étrangères

La monnaie fonctionnelle et de présentation de Rue de Commerce et de sa filiale est l'euro (€). Les opérations en monnaies étrangères sont initialement enregistrées dans la monnaie fonctionnelle au taux de change en vigueur à la date de la transaction. A la date de clôture les actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis dans la monnaie fonctionnelle au taux de change en vigueur à la date de clôture. Tous les écarts sont enregistrés dans le compte de résultat.

Écart d'acquisition

A la date d'acquisition, l'écart d'acquisition est évalué initialement à son coût, celui-ci étant l'excédent du coût du regroupement d'entreprises sur la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs identifiables acquis, des passifs et passifs éventuels assumés.

Lorsque le coût d'acquisition est inférieur à la quote-part d'intérêts de l'acquéreur dans les justes valeurs des actifs, passifs et passifs identifiables acquis, cet excédent est immédiatement comptabilisé dans le résultat de l'exercice d'acquisition.

Après la comptabilisation initiale, l'écart d'acquisition est évalué à son coût diminué du cumul des pertes de valeur.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont comptabilisées à leur coût. Les immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprise sont comptabilisées à leur juste valeur à la date de l'acquisition. Postérieurement à la comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles sont évaluées au coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur. Les immobilisations incorporelles créées en interne, à l'exception des coûts de développement, ne sont pas capitalisées, et les dépenses engagées sont comptabilisées en résultat lorsqu'elles sont encourues. Le groupe apprécie si la durée d'utilité d'une immobilisation incorporelle est finie ou indéterminée.

Les immobilisations incorporelles ayant une durée de vie finie sont amorties sur la durée d'utilité économique et sont soumises à un test de dépréciation chaque fois qu'il existe une indication de perte de valeur.

Leur durée d'utilité est revue chaque année et les ajustements éventuels en résultant sont comptabilisés de manière prospective.

Les immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée sont soumises à des tests de perte de valeur chaque année, soit individuellement soit au niveau de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle elles appartiennent. Ces immobilisations ne sont pas amorties.

Les immobilisations incorporelles comprennent :

- Les frais de création et du développement, dans les phases initiales, du site internet rueducommerce.com (totalement amortis à ce jour),
- des noms de domaine,
- des logiciels,
- des marques.
- des dépenses de développement liées à de nouveaux projets informatiques

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité estimée des immobilisations.

	Durée d'amortissement
• Noms de domaine internet	Non amorti
• Logiciels	1 an
• Marque Top Achat	3 ans
• Développements informatiques	3 ans

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût, à l'exclusion des coûts d'entretien courant, diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire, sur les durées d'utilité suivantes :

	Durées d'amortissement
• Agencements et Installations	3 ans
• Mobilier, matériel de bureau et inf.	3 ans
• Central téléphonique (autocommutateur)	5 ans

Les valeurs comptables des immobilisations corporelles sont revues pour dépréciation lorsque des événements ou changements dans les circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. S'il existe un quelconque indice de cette nature et si les valeurs comptables excèdent la valeur recouvrable estimée, les actifs ou unités génératrices de trésorerie sont dépréciés pour être ramenés à leur valeur recouvrable.

La valeur recouvrable des immobilisations corporelles est la valeur la plus élevée entre le prix de vente net et la valeur d'utilité. Pour évaluer la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés en utilisant un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et les risques spécifiques à l'actif.

Dépréciation des actifs corporels et incorporels

Selon la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », la valeur recouvrable des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indices de pertes de valeur, examinés à chaque clôture. Ce test doit être effectué au minimum une fois par an pour les actifs à durée de vie indéfinie.

Pour ce test de dépréciation, les immobilisations sont regroupées en Unités Génératrices de Trésorerie (UGT).

Les écarts d'acquisition ne génèrent pas des entrées de trésorerie et sont, par conséquent, alloués à des UGT ou au groupe d'UGT correspondant au niveau le plus fin de l'organisation pour lequel est opéré le suivi du retour sur investissement, soit dans le cas de Rue du Commerce l'entité juridique consolidante.

La valeur d'utilité de ces unités ou regroupement d'unités est déterminée par référence à des flux futurs de trésorerie nets, actualisés. Lorsque cette valeur est inférieure à la valeur nette comptable de ces unités ou regroupement d'unités, une perte de valeur est enregistrée pour la différence ; elle est imputée en priorité sur les écarts d'acquisition.

Contrairement aux éventuelles pertes de valeur affectées aux actifs corporels et incorporels amortissables, celles affectées à un écart d'acquisition sont définitives et ne peuvent être reprises au cours d'exercices ultérieurs.

Immobilisations financières

Les immobilisations financières correspondent aux dépôts et cautionnements, ainsi qu'aux prêts, et sont comptabilisées à leur valeur nominale. Les dépôts et cautionnements font l'objet d'une dépréciation lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur probable de recouvrement. Les prêts sont des actifs financiers dont la comptabilisation et le suivi des valeurs sont décrits ci-après.

Actions propres

Si le groupe achète ses propres instruments de capitaux propres (actions propres), ceux-ci sont déduits des capitaux propres. Aucun profit ou perte n'est comptabilisé dans le compte de résultat lors de l'achat, de la vente, de l'émission ou de l'annulation d'instruments de capitaux propres du groupe, ni lorsqu'une dépréciation est constatée ou reprise.

Stocks

Les stocks sont évalués au prix unitaire moyen pondéré.

Conformément aux principes IAS 2, la valeur brute des stocks en fin de période (et donc le montant de la variation des stocks) tient compte des éléments suivants :

- Escomptes obtenus de la part des fournisseurs
- Remises, rabais, ristournes, obtenus des fournisseurs
- Frais de transport sur achats

Une dépréciation est constatée lorsque la valeur comptable des stocks à la clôture devient supérieure à la valeur nette de réalisation. La valeur nette de réalisation est déterminée en fonction des perspectives de ventes. Elle correspond au prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité diminué des coûts estimés pour l'acheminement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Cette provision est complétée par une dépréciation statistique tenant compte de l'ancienneté et du taux de rotation des produits en stock.

Actifs financiers

Le groupe classe ses actifs financiers en application de la norme IFRS 7 selon les catégories suivantes: prêts et créances d'une part, actifs à la juste valeur par le résultat d'autre part. Au 31 décembre 2012, le groupe ne possédait aucun actif financier comptabilisé dans la catégorie des investissements détenus jusqu'à échéance.

La ventilation des actifs financiers entre actifs courants et actifs non courants est déterminée par leur échéance à la date d'arrêté suivant qu'elle est inférieure ou supérieure à un an.

Tous les achats / ventes normalisés d'actifs financiers sont comptabilisés à la date de transaction.

Prêts et créances

Lors de leur comptabilisation initiale, ces prêts et créances sont comptabilisés à la juste valeur. La valeur inscrite au bilan comprend le capital restant dû, et la part non amortie des coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition. Ils font l'objet d'un test de dépréciation en cas d'indication de perte de valeur. Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif est supérieure à sa valeur recouvrable. Les pertes de valeur sont comptabilisées dans le compte de résultat.

La valeur recouvrable des prêts et créances est égale à la valeur des flux de trésorerie futurs estimés, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine des actifs financiers (c'est-à-dire au taux d'intérêt effectif calculé lors de la comptabilisation initiale). Les créances dont l'échéance est proche ne sont pas actualisées.

Actifs à la juste valeur par le résultat

Il s'agit d'actifs financiers détenus par le groupe à des fins de réalisation d'un profit de cession à court terme. Ces actifs sont évalués à la juste valeur avec enregistrement des variations de valeur en résultat. Classés en actifs courants dans les équivalents de trésorerie, ces actifs financiers comprennent notamment les valeurs mobilières de placement.

Passifs financiers

Les passifs financiers sont ventilés entre passifs courants et passifs non courants en fonction de leur échéance à la date d'arrêté suivant qu'elle est inférieure ou supérieure à un an.

Les passifs financiers sont essentiellement constitués de dettes d'exploitation. Ils sont comptabilisés au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les dettes d'exploitation ont des échéances inférieures à un an. Leurs valeurs nominales peuvent être considérées comme très voisines de leurs coûts amortis.

A l'exception des emprunts résultant du retraitement des contrats de location financement, le groupe n'a aucun prêt ou emprunt.

Clients et autres créances

Les créances clients sont reconnues et comptabilisées pour le montant initial de la facture déduction faite des dépréciations des montants non recouvrables. Une estimation du montant de créances douteuses est effectuée lorsqu'il n'est plus probable que la totalité de la créance pourra être recouvrée. Les créances irrécouvrables sont constatées en perte lorsqu'elles sont identifiées comme telles.

Les autres débiteurs sont des actifs non financiers. Le groupe apprécie à chaque clôture s'il existe une indication de perte de valeur pour chaque actif. En présence d'une telle présomption, ou lorsqu'un test de dépréciation annuel est requis pour un actif, le groupe fait une estimation de la valeur recouvrable de l'actif. Une dépréciation est enregistrée lorsque la valeur nette comptable de l'actif devient inférieure à sa valeur recouvrable.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les dépôts à court terme comptabilisés au bilan comprennent la trésorerie en banque, la caisse et les dépôts à court terme ayant une échéance initiale de moins de trois mois.

Les équivalents de trésorerie comprennent des SICAV monétaires qui sont mobilisables ou cessibles à très court terme et ne représentant pas de risque significatif de changement de valeur. Tous les composants sont évalués à leur juste valeur.

Les découverts bancaires sont exclus des équivalents de trésorerie et classés au passif du bilan en emprunts et dettes financières courants.

Pour les besoins du tableau de flux de trésorerie consolidés, la trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie tels que définis ci-dessus, nets des découverts bancaires.

Provisions

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », une provision est comptabilisée lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation du groupe à l'égard d'un tiers résultant d'un événement passé dont le règlement devrait se traduire pour l'entreprise par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques.

L'estimation du montant figurant en provisions correspond à la sortie de ressources que le groupe devra probablement supporter pour éteindre son obligation. Si aucune évaluation fiable de ce montant ne peut être réalisée, aucune provision n'est comptabilisée; il s'agit d'un passif éventuel.

Les passifs éventuels correspondent à des obligations potentielles résultant d'événements passés dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance d'événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entreprise ou des obligations actuelles résultant d'événements passés, mais qui ne sont pas comptabilisées car soit il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation, soit le montant ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante. Ils font l'objet d'une information en annexe.

La charge liée à la provision est présentée dans le compte de résultat nette de tout remboursement. Si l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, les provisions sont déterminées en actualisant les flux futurs de trésorerie attendus à un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et, le cas échéant, les risques spécifiques au passif. Lorsque la provision est actualisée, l'augmentation de la provision liée à l'écoulement du temps est comptabilisée comme un coût d'emprunt.

Pensions et autres avantages postérieurs à l'emploi

IAS 19 impose de provisionner les avantages accordés au personnel et qui lui sont versés à une date future, si ces avantages sont gérés dans le cadre de régimes à prestations définies. Dans le cas de Rue du Commerce, il s'agit de la provision pour Indemnités de Départ en Retraite.

Contrats de location

Les contrats de location-financement qui transfèrent au groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif loué sont comptabilisés au bilan au commencement du contrat de location à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. Les paiements au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement de la dette de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au passif. Les charges financières sont enregistrées directement au compte de résultat.

Les actifs faisant l'objet d'une location-financement sont amortis sur la plus courte de leur durée d'utilité ou de la durée du contrat.

Les contrats de location dans lesquels le bailleur conserve la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif sont classés en tant que contrats de location simple. Les coûts indirects initiaux engagés lors de la négociation du contrat de location simple sont ajoutés à la valeur comptable de l'actif loué et comptabilisés sur la période de location sur les mêmes bases que les revenus locatifs. Les paiements au titre des contrats de location simple sont comptabilisés en charge dans le compte de résultat sur une base linéaire jusqu'à l'échéance du contrat.

Produits des activités ordinaires

Ventes de produits livrés par Rue du Commerce : Le chiffre d'affaires est reconnu au moment de l'expédition des produits.

Ventes de la Galerie : La commission est constatée à la livraison des marchandises par le partenaire.

Ventes de services : Le chiffre d'affaires des services associés aux produits, services dont la prestation est assurée par un partenaire, est reconnu à l'expédition des produits. Le chiffre d'affaires des services associés aux produits, services dont la prestation est assurée par Rue du Commerce, est pris à l'avancement au cours de la période sur laquelle le service est offert.

Prestations publicitaires : Le chiffre d'affaires de la régie est reconnu lorsque la publicité a été diffusée sur un ou plusieurs sites du Groupe Rue du Commerce.

- En application de la norme IAS 18, la société impute chaque année en diminution du prix d'achat des marchandises vendues les remises de fin d'années, semestrielles ou trimestrielles ou de protections de prix qu'elle facture à ses fournisseurs en vertu d'accords cadre conclus avec ces derniers. Ce montant pour l'exercice clos le 31 décembre 2012 s'élève à 1 616 milliers d'euros.
- De même, le chiffre d'affaires publicitaire facturé en échange de prestations publicitaires auprès du même partenaire (échange de bannières) est comptabilisé en moins de ces mêmes dépenses publicitaires. Ce montant pour l'exercice clos le 31 décembre 2012 s'élève à 12 milliers d'euros.
- Ces deux reclassements sont effectués depuis la date de transition aux IFRS et l'indication des montants reclassés (1.628 milliers d'euros) permet de comprendre

l'essentiel de la différence entre le chiffre d'affaires social et le chiffres d'affaires consolidé.

Les réductions accordées aux clients lors de la vente sont immédiatement déduites du prix de vente.

A la clôture de chaque exercice, la société enregistre dans le poste « avoirs à émettre » le montant total des bons d'achats adressés à ses clients, encore valides, et non utilisés.

Dans le cadre de l'application de la norme IAS 18 : produit des activités ordinaires, la société a été amenée à identifier l'impact sur le chiffre d'affaires des éléments suivants :

- **Délai de rétractation** : la société accordant à ses clients un délai de rétractation de 15 jours, il a été tenu compte de la perte de marge potentielle pouvant résulter du retour de produits, dans le cadre de la mise en œuvre de cette faculté de rétractation.
- **Produits défectueux** : la société assure la réparation des produits défectueux pendant la période de garantie pour le compte de ses clients. Elle bénéficie des mêmes conditions de garantie auprès de ses fournisseurs. Toutefois, il arrive que dans certains cas le traitement des produits défectueux se traduise par un coût net pour la société :
 - quand il n'est économiquement pas rentable de faire réparer le produit – notamment dans le cas d'importations en provenance d'Asie,
 - lorsque celui-ci est abîmé mais a malgré tout été accepté en retour en provenance du client.

Conformément aux principes IFRS, la société calcule sur une base statistique le coût de ce service, pour les produits vendus mais non encore retournés.

- **Remboursement de la différence** : la société propose à ses clients le remboursement de la différence sur tous les produits du site dans les 24 heures qui suivent l'achat et provisionne sur une base statistique l'en-cours existant à la clôture de l'exercice.

La prise en compte de ces trois derniers éléments n'a pas d'impact significatif sur le résultat.

Impôts

Les impôts différés sont comptabilisés suivant la norme IAS 12, en utilisant la méthode bilancielle du report variable (utilisation du dernier taux d'impôt futur voté à la date de clôture), pour toutes les différences temporaires existant à la date de clôture, entre les bases comptables et fiscales des actifs et passifs de chaque société du Groupe.

Les impôts différés sont revus à chaque arrêté comptable pour tenir compte notamment des incidences des changements de législation fiscale et de leurs perspectives de recouvrement. Des actifs d'impôts différés sont comptabilisés pour les différences temporaires déductibles, les déficits fiscaux et les crédits d'impôts reportables, dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable sera disponible.

Pour apprécier l'existence d'un bénéfice imposable futur sur lequel imputer les actifs d'impôts différés, il est notamment tenu compte des éléments suivants :

- § Prévisions de résultats fiscaux futurs ;
- § Historique des résultats fiscaux des années précédentes ;
- § Existence de produits et de charges significatifs non-récurrents, inclus dans les résultats fiscaux passés, ne devant pas se renouveler à l'avenir.

Des passifs d'impôts différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporaires imposables, sauf circonstances particulières justifiant de la non-constatation de cette dette potentielle. Les impôts différés ne sont pas actualisés.

4. **Information sectorielle (IFRS 8)**

2 segments sont examinés par la Direction afin de suivre les performances et l'allocation des ressources du Groupe. Il s'agit des activités stratégiques suivantes :

- Activité de Distributeur
- Activité de Galerie Marchande.

Ces 2 segments correspondent à 2 modes de fonctionnement de l'entreprise très différents :

Rue du Commerce, dans le cadre de son activité de distributeur, assure toute la chaîne du produit, depuis son référencement, son stockage, sa livraison, sa facturation, le traitement des retours et le SAV.

A l'inverse, Rue du Commerce n'assure pas ces prestations dans le cadre de son activité Galerie Marchande, mais perçoit des commissions de la part de ses partenaires, en rémunération de la présentation et de la vente des produits de ses partenaires sur les sites du Groupe. Rue du Commerce procède cependant à la facturation directe du client Galerie Marchande lorsque ce dernier choisit de régler le produit ou service acheté en 3 échéances.

Aucune ventilation du chiffre d'affaires par zone géographique n'est communiquée, les ventes réalisées en France représentant plus de 96% du chiffre d'affaires total.

Compte de résultat sectoriel

9 mois 31/12/2012	Distributeur	Galerie	Non affecté	Total
Ventes à des clients externes	242 396	12 972		255 368
Ventes intersecteurs	0	0		0
Chiffre d'affaires	242 396	12 972		255 368
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	-7 715	1 392		-6 323
Autres produits opérationnels			0	0
Autres charges opérationnelles			0	0
RESULTAT OPERATIONNEL	-7 715	1 392	0	-6 323
Produits de trésorerie ou d'équivalents de trésorerie			313	313
Coût de l'endettement financier brut			-1	-1
Autres produits financiers			105	105
Autres charges financières			-107	-107
RESULTAT AVANT IMPÔT	-7 715	1 392	309	-6 014
Charges d'impôts			252	252
RESULTAT NET	-7 715	1 392	561	-5 762

12 mois 31/03/2012	Distributeur	Galerie	Non affecté	Total
Ventes à des clients externes	281 548	9 345		290 893
Ventes intersecteurs	0	0		0
Chiffre d'affaires	281 548	9 345		290 893
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	-592	1 754		1 162
Autres produits opérationnels			0	0
Autres charges opérationnelles			-2 839	-2 839
RESULTAT OPERATIONNEL	-592	1 754	-2 839	-1 677
Produits de trésorerie ou d'équivalents de trésorerie			393	393
Coût de l'endettement financier brut			-1	-1
Autres produits financiers			99	99
Autres charges financières			-219	-219
RESULTAT AVANT IMPÔT	-592	1 754	-2 566	-1 404
Charges d'impôts			429	429
RESULTAT NET	-592	1 754	-2 137	-975

Bilan sectoriel

Exercice clos le 31 décembre 2012				
Actif	Distributeur	Galerie	Non affecté	Total
ACTIF NON COURANT	91	0	2 668	2 759
ACTIF COURANT	66 845	9 635	28 861	105 341
TOTAL ACTIF	66 936	9 635	31 529	108 100
Passif				
CAPITAUX PROPRES	0	0	28 590	28 590
PASSIF NON COURANT	0	0	2 787	2 787
PASSIF COURANT	47 592	9 196	19 935	76 723
TOTAL PASSIF	47 592	9 196	51 312	108 100
Exercice clos le 31 mars 2012				
Actif	Distributeur	Galerie	Non affecté	Total
ACTIF NON COURANT	264	0	1 426	1 690
ACTIF COURANT	40 332	6 083	23 642	70 058
TOTAL ACTIF	40 596	6 083	25 068	71 748
Passif				
CAPITAUX PROPRES	0	0	34 087	34 087
PASSIF NON COURANT	0	0	2 525	2 525
PASSIF COURANT	18 097	5 825	11 214	35 136
TOTAL PASSIF	18 097	5 825	47 826	71 748

5. Autres produits de l'activité**Autres produits**

	31-mars-12	31-déc-12
Subventions publiques	11	0
Autres produits	76	10
Total Autres produits	88	10

En application de la norme IAS 20, des subventions publiques ont été reçues pour favoriser l'emploi de certaines catégories du personnel au 31 mars 2012. Aucune subvention n'a été comptabilisée au 31 décembre 2012.

Les autres produits de l'exercice 2012 (9 mois) incorporent les heures activées dans le cadre du crédit impôt recherche.

6. Charges de personnel

	31-mars-12	31-déc-12
Salaires	9 800	9 702
Charges sociales	4 448	4 613
Participation des salariés	0	0
Coûts du PSE	-63	0
Charges liées aux Stock-Options (cf note 14)	45	-13
Total Frais de personnel	14 230	14 301

7. Autres produits et charges opérationnels

	31-mars-12	31-déc-12
Autres produits opérationnels	0	0
Autres charges opérationnelles	-2 839	0
Autres produits et charges opérationnels	-2 839	0

Les autres charges opérationnelles présentent dans les comptes au 31/03/2012 sont relatives à une partie des frais d'OPA pris en charge par le groupe et aux coûts estimés sur l'accompagnement du plan de sauvegarde de l'emploi mis en place en juin 2010 et sur des litiges prud'homme et salariaux.

8. Impôts sur le résultat

Le rapprochement entre l'impôt théorique sur le résultat et la charge d'impôt comptabilisée est le suivant pour l'exercice clos le 31 décembre 2012 :

	Avril 12 – Déc 12
Résultat consolidé des sociétés intégrées avant impôt	-6 012
Taux d'impôt	34,43%
Impôt sur les sociétés théorique	-2 070
Impôt sur les sociétés comptabilisé sur l'exercice	-252
Ecart	-1 818

Décomposition de l'écart :

- Impôt relatif à des décalages permanents	-30
- Impact du retraitement des PMV sur actions propres	-2
- Impact du retraitement des Stock-Options (IFRS 2)	5
- Autres Impacts	5
- Non activation des ID sur déficits fiscaux RDC	-1 937
- Contribution sociale sur les bénéfices et crédit impôts	141
Ecart	-

Au 31 décembre 2012, le montant du déficit reportable s'élève à 5 623 k€.

L'impôt différé actif s'analyse par nature comme suit :

	31/03/2012	Variation	31/12/2012
Différences temporelles fiscales	167	279	446
Différences liées aux retraitements	246	29	275
Total base	413	308	721
Impôts Différés Actif	142	106	248
<i>Taux d'impôt</i>	<i>34,43%</i>		<i>34,43%</i>

Le taux de l'impôt a été porté de 33.33 % à 34.43% selon le taux appliqué dans le groupe.
Au 31 décembre 2012, aucun impôt différé passif n'a été comptabilisé.

9. Résultats par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires ordinaires de l'entité mère par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice (ajusté des effets des options dilutives et des actions préférentielles convertibles remboursables à dividende non cumulatif dilutives).

10. Immobilisations incorporelles, corporelles et financières

Valeurs brutes

	Ecart d'acquis.	Concession, brevets et droits similaires	Autres immob. Incorp.	Total Immob. Incorp.	Inst Générale, agenc.	Mat. Bureau, inform, divers	Total Immob. Corporelles	Immos Financières
Au 31 mars 2012	91	125	4 200	4 325	989	4 544	5 533	367
Acquisitions	0	0	1 059	1 059	2	655	657	53
Cessions	0	104	464	568	0	355	355	0
Au 31 décembre 2012	91	21	4 795	4 816	991	4 844	5 835	420

Amortissements

	Ecart d'acquis.	Concession, brevets et droits similaires	Autres immob. Incorp.	Total Immob. Incorp.	Inst Générale, agenc.	Mat. Bureau, inform, divers	Total Immob. Corporelles	Immos Financières
Au 31 mars 2012	0	104	4 048	4 152	963	3 649	4 612	0
Dotations	0	0	242	242	28	534	562	0
Reprises	0	104	464	568	0	348	348	0
Au 31 décembre 2012	0	0	3 826	3 826	991	3 835	4 826	0

Valeurs nettes

	Ecart d'acquis.	Concession, brevets et droits similaires	Autres immob. Incorp.	Total Immob. Incorp.	Inst Générale, agenc.	Mat. Bureau, inform, divers	Total Immob. Corporelles	Immos Financières
Au 31 mars 2012	91	21	152	173	26	895	922	367
Au 31 décembre 2012	91	21	969	991	0	1 009	1 009	420

L'écart d'acquisition se rattache à l'activité CD & CO (vente aux administrations et aux écoles).
En l'absence d'indice de perte de valeur, aucune dépréciation de cet écart d'acquisition n'a été constatée dans les états financiers au 31 décembre 2012

11. Stocks

	31/03/12	31/12/12
Valeur Brute	25 864	39 572
Dépréciation	(899)	(1 334)
Valeur Nette	24 965	38 238

12. Clients et autres débiteurs (courant)

	Brut 31/12/12	Depr.	Net 31/12/12	A 1 an au +	A + d'1 an et à 5 ans au +	A + de 5 ans	Net 31/03/12
Créances Clients et rattachées	31 880	-2 740	29 140	29 140	0	0	15 503
Autres débiteurs et comptes de régularisation	18 987	0	18 987	18 987	0	0	11 319
Total créances de l'actif circulant	50 867	-2 740	48 127	48 127	0	0	26 822

Au 31 décembre 2012, la balance âgée des créances clients et rattachées se présente comme suit :

	net 31/12/12	Non échue	0 à 30 J	31 à 60 J	61 à 90 J	91 à 120 J	> 120 J
Créances Clients et rattachées	29 140	7 754	13 466	4 573	917	163	2 267

13. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	31/03/12	31/12/12
Valeurs mobilières de placement	0	0
Disponibilités	18 271	18 976
Sous total	18 271	18 976
Emprunts court terme (découverts)	0	0
Trésorerie Nette	18 271	18 976

14. Capital émis et réserves**Capital social**

Au 31 décembre 2012, le capital de la société Rue du Commerce est composé de 11.295.348 actions ordinaires d'une valeur nominale de 0,25 euros.

L'évolution du capital social sur la période se présente comme suit :

Evolution du capital social	Nombre d'actions	Valeur nominale	Capital Social
Au 31 mars 2012	11 254 873	0,25	2 813 718
Augmentation de capital (conversion de stock-options)	40 475	0,25	10 119
Au 31 décembre 2012	11 295 348	0,25	2 823 837

Contrat de liquidité et contrat de croissance externe

Depuis le 30 septembre 2005 et pour une durée de 1 an renouvelable par tacite reconduction, la société RUE DU COMMERCE a confié la mise en œuvre d'un contrat de liquidité à PORTZAMPARC S.A.

Pour la mise en œuvre de ce contrat, 200 000 € ont été affectés au compte de liquidité.

Au 31 décembre 2012, au titre de ce contrat, la société était propriétaire de 5 604 actions détenues en propre, valorisées 42 milliers d'euros. Aucune dépréciation n'a été constatée sur ces titres à cette date.

Par ailleurs, la société a lancé un programme de rachat de ses propres titres en vue de financer d'éventuelles acquisitions.

Au 31 décembre 2012, au titre de ce contrat, la société était propriétaire de 50.766 actions détenues en propre, valorisées 374 milliers d'euros. Aucune dépréciation n'a été constatée sur ces titres à cette date.

Ces actions ont été comptabilisées en diminution des capitaux propres (impact négatif sur les réserves de 231 milliers d'euros).

Etablissement teneur de titres

CACEIS Corporate Trust, anciennement Crédit Agricole Caisse d'Epargne Investor Services – Euro Emetteurs Finance, 14 rue Rouget de Lisle, 92130 Issy les Moulineaux, a été désigné comme mandataire pour assurer la tenue des comptes de propriétaires d'actions nominatives.

Juste valeur des options attribuées

Les justes valeurs des stocks options sont calculées selon le modèle de Black & Scholes. Il a été considéré que toutes les options seront systématiquement exercées à la fin de leur période d'exercice. La volatilité attendue est déterminée comme étant la moyenne de la volatilité historique de sociétés comparables et de la volatilité historique de Rue du Commerce.

Caractéristique des plans

Le tableau suivant présente les principales caractéristiques des 6 plans de Stock-options émis au 31/12/2012 :

	Options de souscription d'actions					
	Plan n° 1	Plan n° 2	Plan n° 3	Plan n° 4	Plan n° 5	Plan n° 6
Date de l'assemblée générale	28/09/2006	28/09/2006	27/09/2007	22/09/2009	22/09/2009	29/07/2010
Date du Conseil d'administration	03/10/2006	14/05/2007	19/02/2008	21/10/2009	06/07/2010	14/02/2011
Nb total d'options autorisées	75 000	221 000	106 000	246 700	69 000	36 000
Nb total d'options restantes au 31/03/12	1 000	2 000	37 475	128 200	14 000	36 000
Nb d'options exercées au cours de l'exercice	1 000	2 000	37 475	0	0	0
Nb d'options supprimée au cours de l'exercice	0	0	0	7 050	0	0
Nb total d'options restantes au 31/12/12	0	0	0	121 150	14 000	36 000
Périodes d'exercice des options						
1ère période du	03/10/2008	14/05/2009	19/02/2010	21/10/2011	06/07/2012	14/02/2013
au	02/10/2009	13/05/2010	18/02/2011	20/10/2012	05/07/2013	13/02/2014
2ème période du	03/10/2009	14/05/2010	19/02/2011	21/10/2012	06/07/2013	14/02/2014
au	02/10/2010	13/05/2011	18/02/2012	20/10/2013	05/07/2014	13/02/2015
3ème période du	03/10/2010	14/05/2011	19/02/2012	21/10/2013	06/07/2014	14/02/2015
au	02/10/2016	13/05/2017	18/02/2018	20/10/2019	05/07/2020	13/02/2021
Condition d'exercice des options						
1ère période	50 % du nombre total des options pouvant être souscrites					
2ème période	75 % du nombre total de bons pouvant être souscrites					
3ème période	100 % du nombre total de bons pouvant être souscrites					
Prix de souscription des options	6,90	5,88	6,06	5,03	5,86	6,61

Les options sont acquises si le détenteur est toujours présent à l'ouverture de la période d'exercice.

Principales hypothèses utilisées

L'estimation des justes valeurs des options octroyées pour les plans de stock-options a été réalisée en utilisant le modèle de Black & Scholes. Les données utilisées dans le modèle sont les suivantes :

Plan	n°1, 03/10/2007	n°2, 14/05/2007	n°3, 19/02/2008	n°4, 21/10/2009	n°5, 06/07/2010	n°6, 14/02/2011
Cours du sous-jacent	6,47	6,00	6,05	5,26	5,91	6,48
Prix d'exercice	6,90	5,88	6,06	5,03	5,86	6,61
Volatilité	72%	67,5%	57,5%	50,0%	50,0%	50,0%
Taux sans risque	3,67%	4,30%	3,70%	2,70%	2,70%	3,75%
Maturité attendue	6 ans					
Dividendes attendues	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Taux de sortie	12%	12%	12%	12%	12%	12%
Juste valeur de l'option	4,21	3,97	3,56	2,78	3,07	2,54

Charges comptabilisées sur l'exercice

La charge globale initiale des six plans s'élève à 1.892 K€.

Le coût total des plans de stock-options (juste valeur de l'option multipliée par le nombre d'actions concernées) est révisé à la clôture de chaque exercice en fonction des hypothèses de vesting et de turnover du personnel, afin de déterminer le nombre d'options qui est susceptible d'être exercé.

7 050 options ont été annulées durant l'exercice écoulé suite aux départs de salariés.

Pour l'exercice clos le 31/03/12, la charge liée à l'application de IFRS 2 était de 45 K€.

Pour l'exercice clos le 31/12/12, le produit lié à l'application de IFRS 2 a été de 13 K€

Pour les exercices ultérieurs, et avant toute modification des hypothèses (notamment le nombre d'options encore susceptibles d'être exercées à la clôture des exercices concernés), la prévision des charges et produits est la suivante :

- Exercice clos le 31 décembre 2013 : une charge de 14 milliers d'euros
- Exercice clos le 31 décembre 2014 : une charge de 5 milliers d'euros

15. Emprunts et prêts portant intérêt

Le groupe n'a aucun prêt ou emprunt au 31 décembre 2012.

16. Provisions et dépréciations

	Provision pour risques et charges	Dépréciation des stocks	Dépréciation des clients	Dépréciation des autres créances
Au 31 mars 2012	2 525	899	2 245	0
Dotations	281	435	1 195	
Reprises	-20		-700	
Au 31 décembre 2012	2 787	1 334	2 740	0

Conformément à ses principes comptables chacun des litiges connus ont fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes et les provisions nécessaires ont été constituées pour couvrir les risques estimés.

Parmi les principaux risques auxquels le groupe est exposé, figurent les litiges ci-après :

Rue du Commerce s'est vue notifier le 14 novembre 2005 par l'administration fiscale un redressement en matière de TVA au titre des années 2002, 2003 et 2004 d'un montant total de 2 488 milliers d'euros. A l'appui de sa décision, l'administration fiscale a cru pouvoir remettre en cause le droit à déduction de la TVA que Rue du Commerce avait payée à certains fournisseurs au motif que ceux-ci s'étaient abstenus de la reverser au Trésor Public.

Après analyse des fondements de ce redressement, Rue du Commerce a introduit une requête introductive d'instance devant la Cour Administrative d'Appel de Versailles le 5 avril 2012 et demande le dégrèvement pur et simple de l'ensemble des rappels de TVA et des pénalités qui avaient été mis en recouvrement et acquittés par la Société en août 2007.

Rue du Commerce a reçu au cours de l'exercice 2011 / 2012 une assignation en justice de la part d'un concurrent prétendant être victime de contrefaçon et de concurrence déloyale. Le concurrent a été débouté par jugements en référé en date du 8 novembre 2011 mais a fait appel au fonds.

Rue Du Commerce a reçu en date du 21 décembre 2011 une assignation en justice de la part d'une organisation syndicale suite à une interprétation divergente entre ce syndicat et la société

d'un article de la Convention Collective de la Vente à Distance. L'organisation syndicale, déboutée en première instance, a fait appel du jugement rendu le 13 juillet 2012 par le Tribunal de Grande Instance de Bobigny.

Rue du commerce a reçu en date du 26 septembre 2012 une assignation en justice de la part d'un fabricant prétendant être victime d'atteinte à son image de marque, à l'intégrité de ses produits et de son réseau de distribution sélective. Rue du Commerce considère que le risque de sortie de ressources est faible.

17. Avantages du personnel

Plan d'intéressement des salariés au capital

Il n'existe pas, à l'exception des plans de stock-options décrits en note 14 et de la participation légale éventuelle, d'autre plan d'intéressement des salariés au capital.

Pensions et autres avantages postérieurs à l'emploi

Une provision pour indemnités de fins de carrière est calculée, sur la base d'hypothèses actuarielles.

Les hypothèses retenues pour le calcul de la provision au 31 décembre 2012 sont les suivantes :

a) Taux d'actualisation : Le taux de référence pour des régimes du type des IFC est le taux des obligations d'entreprise de haute qualité de maturité 10 ans, soit 2.80 %

b) En application des dispositifs de la loi Fillon les employés doivent dans le cas général cumuler un nombre d'années de service prédéfini afin de bénéficier de leur retraite légale à taux plein. Le nombre d'années de service requis est ainsi de 166 trimestres pour les personnes nées après le 31 décembre 1954.

L'âge moyen de la population bénéficiaire est de 32 ans.

En faisant l'hypothèse que l'âge de début de carrière est de 21 ans pour les non cadres et 23 ans pour les cadres, l'âge de départ à la retraite serait donc de 62,5 ans pour les non cadres et 64,5 ans pour les cadres.

c) L'application d'un taux d'augmentation des salaires de 3% (inflation comprise)

d) Table de mortalité : la table TF- TH 2000-02 a été retenue

e) Probabilité à l'âge de départ à la retraite, Table de turnover annuel pondéré proche du taux de turn-over annuel moyen observé sur les 3 dernières années :

tranches d'âge	taux annuel de turn-over (2012)
< 30 ans	20,60%
de 30 à 34 ans	18,03%
de 35 à 39 ans	15,45%
de 40 à 44 ans	10,30%
de 45 à 49 ans	5,15%
de 50 à 54 ans	2,06%
de 55 à 59 ans	1,03%
>= 60 ans	0,00%

f) Taux de charges patronales : 45%.

Ces hypothèses conduisent à l'évaluation de la provision pour indemnités de fin de carrière de 206 milliers d'euros au 31 décembre 2012, soit une dotation de 29 milliers d'euros au titre de la période close le 31 décembre 2012.

Droit Individuel de formation

Le volume d'heures de formation n'ayant pas donné lieu à demande s'élève à 16 186 heures au 31 décembre 2012.

Rémunération des dirigeants et des organes de Direction

Le montant des rémunérations allouées aux organes de direction du Groupe à raison de leurs fonctions au sein des sociétés du Groupe s'élève pour la période avril 2012 / décembre 2012 à 161 milliers d'euros.

(en euros)	31/03/12	31/12/12
Gauthier PICQUART – Président Directeur Général		
Rémunération Fixe	204 000	153 000
Rémunération Variable	0	0
Avantages en nature	9 250	7 648
TOTAL	213 250	160 648

Aucun jeton de présence n'a été versé aux membres des organes de direction au titre des exercices clos 2009 / 2010 et 2010 / 2011. 24.000 euros de jetons de présence ont été versés en juillet 2012 au titre de l'exercice 2011 / 2012.

Les membres des organes de direction et les administrateurs non membres des organes de direction ne bénéficient d'aucun stock-option ou titre donnant accès au capital.

De même, les membres des organes de direction ne bénéficient d'aucun engagement pris par la société et correspondant à des éléments de rémunération, des indemnités ou des avantages dus ou susceptibles d'être dus à la cessation ou du changement de leurs fonctions, ou postérieurement à celles-ci.

18. Fournisseurs et autres créditeurs (courant)

	31/03/12 Net	31/12/12 Net
Emprunts court terme	0	0
Dettes Fournisseurs		
Fournisseurs	20 100	47 214
Fournisseurs, factures non parvenues	3 749	10 133
Total Dettes fournisseurs	23 849	57 347
Autres Créditeurs		
Personnel et Comptes rattachés	1 179	1 946
Sécurité Sociale et autres organismes	1 455	2 651
Etat – TVA	1 640	5 028
Etat – IS	0	0
Autres impôts et taxes	791	798
Autres dettes	6 222	8 953
Total Autres créditeurs	11 287	19 376

19. Engagements et éventualités

Engagements sur contrats de location-financement et contrats de location avec option d'achat

Le groupe a des contrats de location-financement et des contrats de location avec option d'achat pour divers matériels et équipements. Ces contrats ne comprennent pas de clauses de renouvellement ou de clauses d'options d'achat et d'indexation. Ces contrats ont été retraités conformément aux principes régissant le traitement des contrats de location financement.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2012, aucun nouveau contrat de location n'a été signé.

Au 31 décembre 2012, les retraitements provenant de ces contrats de location se traduisent par les montants suivants :

Au 31/12/12	Valeur Brute	Amortissements cumulés	Valeur Nette
Location Autocom	88	-88	0
Location Serveurs	90	-90	0
Location Serveurs	118	-118	0

Les éléments désignés ci-dessous ont fait l'objet d'une sortie au 31 décembre 2012.

Autres engagements

Effets escomptés et non échus :	néant
Avals et cautions reçus par le groupe :	néant
Avals et cautions données par le groupe :	néant
Nantissement sur les stocks ou comptes clients :	néant

Engagements de paiement futurs (milliers d'euros)	A 1 an au +	A + d'1 an et à 5 ans au +	A + de 5 ans
Engagements Commerciaux, obligations contractuelles			
Baux :			
- Locaux à Saint Ouen (93)	546	2 308	48
- Locaux à Aix (93)	68	146	0
- Locaux à Lyon (69)	28	71	0

20. Effectif moyen salarié

	31/03/12	31/12/12
Hommes	144	173
Femmes	134	154
TOTAL	278	327
Contrats à durée indéterminée	245	284
Contrats à durée déterminée	33	43
TOTAL	278	327
Cadres	91	113
Employés	187	214
TOTAL	278	327

21. Informations relatives aux parties liées

La société Maxidome, acquise le 27 mars 2007, n'a eu aucune activité commerciale au cours de la période close le 31 décembre 2012. De même et pour la même période, il n'existe aucune transaction intercompagnie entre Maxidome et Rue du Commerce.

Un contrat a été signé le 12 juin 2009 entre la société PatJack SAS et Rue du Commerce S.A. A ce titre, la société PatJack SAS dont le dirigeant est Monsieur Patrick Jacquemin, administrateur de la société Rue du Commerce, a facturé pour 90 k€ de prestations de services pour les 9 mois écoulés.

22. Politique de gestion des risques financiers

Risque de taux d'intérêt et de liquidité

Historiquement, la Société a financé sa croissance grâce à ses actionnaires, la Société n'ayant recours à l'endettement que de manière ponctuelle et pour financer des projets précis.

Au cours de la période close le 31 décembre 2012, la Société disposait de facilités de trésorerie accordées à court terme, qui n'ont été que partiellement utilisées, et consenties par les banques LCL (2 millions d'euros), HSBC (1 million d'euros) et OBC (1 million d'euros).

Les facilités de trésorerie accordées par les banques sont renouvelées et renégociées chaque année. Des discussions ont lieu au cours du mois d'octobre pour renouveler les facilités de trésorerie permettant de couvrir les besoins de financement maximum estimés pour l'exercice en cours. La facilité de caisse LCL a ainsi été portée à 10 millions d'euros pour la période 15/10/2012 au 16/01/2013.

Compte tenu de sa position de trésorerie, la Société n'est actuellement exposée à aucun risque de liquidité, ni à un quelconque risque de taux d'intérêt.

Risque sur actions

Il n'existe pas de risque significatif lié à une fluctuation du marché boursier dans la mesure où la trésorerie de la société est placée en produits monétaires sans risques.

Risque de change

La société n'a aucune position nette dans une quelconque devise étrangère au 31 décembre 2012.

La Société estime que le risque de change auquel elle est exposée dans le cadre de son activité n'est pas significatif, dans la mesure où elle réalise plus de 95% de ses achats en euros et moins de 5% en dollars américains, répercutant intégralement sur son prix de vente les variations éventuelles du dollar. Le chiffre d'affaires, les charges d'exploitation, les dépenses d'investissement, actif et passif de la Société sont libellés en euros.

Cependant, une hausse significative du dollar américain au détriment de l'euro pourrait avoir une incidence directe sur les prix des produits et donc sur l'activité de la Société. En effet, la plupart des produits vendus par la Société sont fabriqués en Asie et aux Etats-Unis d'Amérique et sont vendus à des importateurs européens sur la base du dollar américain.

Risque de crédit

Le groupe n'entretient de relations commerciales qu'avec des tiers dont la santé financière est avérée (pour la partie de vente administrations). Par ailleurs, les soldes clients font l'objet d'un suivi permanent, et par conséquent, l'exposition du groupe aux créances irrécouvrables n'est pas significative.

Gestion du capital

L'objectif principal du groupe en termes de gestion de son capital est de s'assurer le maintien d'une bonne notation du risque de crédit propre et des ratios sur capital sains, de manière à faciliter son activité et maximiser la valeur pour les actionnaires.

Le groupe gère la structure de son capital et procède à des ajustements en regard de l'évolution des conditions économiques. Pour maintenir et ajuster la structure du capital, le groupe peut ajuster le paiement de dividendes aux actionnaires, rembourser une partie du capital ou émettre de nouvelles actions. Les objectifs, politiques et procédures de gestion demeurent inchangés par rapport à l'exercice précédent.

Comme cela est indiqué dans le §15 ci-dessus, le groupe n'a aucun emprunt au 31 décembre 2012.

23. Événements postérieurs à la date de clôture

Il n'existe à la date d'établissement du présent rapport aucun élément important susceptible d'être signalé pouvant avoir une influence significative sur la marche de l'entreprise et sur les états financiers clos au 31 décembre 2012.

BDO France - Léger et Associés113, rue de l'Université
75007 Paris

S.A.R.L. au capital de € 50.000

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Paris**A.A.C.E Ile de France**100, rue de Courcelles
75017 Paris

S.A. au capital de € 230.000

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Paris**ERNST & YOUNG et Autres**1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1

S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Rue Du Commerce

Exercice de neuf mois clos le 31 décembre 2012

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice de neuf mois clos le 31 décembre 2012, sur :

le contrôle des comptes annuels de la société Rue du Commerce, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;

la justification de nos appréciations ;

les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Votre société procède à l'évaluation et, le cas échéant, à la dépréciation des stocks selon les modalités décrites dans les notes 3, paragraphe « Stocks », 4 et 8 de l'annexe. Nous nous sommes assurés du bien-fondé de la méthode et du caractère raisonnable des hypothèses retenues pour l'évaluation des stocks.

Votre société procède à l'évaluation et, le cas échéant, à la dépréciation des créances clients selon les modalités décrites dans les notes 3, paragraphe « Clients et créances rattachées », 4 et 9 de l'annexe. Nous nous sommes assurés du bien-fondé de la méthode et du caractère raisonnable des hypothèses retenues pour l'évaluation des créances clients.

Votre société constitue des provisions pour couvrir les risques relatifs aux litiges, tels que décrits dans la note 14 de l'annexe. Nos travaux ont notamment consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir par sondages les calculs effectués par la société et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris et Paris-La Défense, le 3 avril 2013

Les Commissaires aux Comptes

BDO France - Léger et Associés

A.A.C.E Ile de France
Membre français de Grant Thornton
International

ERNST & YOUNG et Autres

Michel Léger

Pascal Leclerc

Michel Riguelle

Jean-Roch Varon

BDO France Léger et Associés

113, rue de l'Université
75007 Paris
S.A.R.L. au capital de € 50.000

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Paris

A.A.C.E Ile de France

100, rue de Courcelles
75017 Paris
S.A. au capital de € 230.000

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Paris

ERNST & YOUNG et Autres

1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Rue Du Commerce

Exercice de neuf mois clos le 31 décembre 2012

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice de neuf mois clos le 31 décembre 2012, sur :

le contrôle des comptes consolidés de la société Rue du Commerce, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;

la justification de nos appréciations ;

la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Votre société procède à l'évaluation et, le cas échéant, à la dépréciation des stocks selon les modalités décrites dans les notes 3, paragraphe « Stocks », et 11 de l'annexe. Nous nous sommes assurés du bien-fondé de la méthode et du caractère raisonnable des hypothèses retenues pour l'évaluation des stocks.

Votre société procède à l'évaluation et, le cas échéant, à la dépréciation des créances clients selon les modalités décrites dans les notes 3, paragraphe « Clients et autres créances », et 12 de l'annexe. Nous nous sommes assurés du bien-fondé de la méthode et du caractère raisonnable des hypothèses retenues pour l'évaluation des créances clients.

Votre société constitue des provisions pour couvrir les risques relatifs aux litiges, tels que décrits dans les notes 3, paragraphe « Provisions », et 16 de l'annexe. Nos travaux ont notamment consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir par sondages les calculs effectués par la société et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris et Paris-La Défense, le 3 avril 2013

Les Commissaires aux Comptes

BDO France - Léger et Associés

A.A.C.E Ile de France
Membre français de Grant Thornton
International

ERNST & YOUNG et Autres

Michel Léger

Pascal Leclerc

Michel Riguelle

Jean-Roch Varon

Comptes de Résultat Pro Forma
du changement de date de clôture
Groupe Rue du Commerce



31 décembre 2012

COMPTE DE RESULTAT PRO FORMA CONSOLIDE

En milliers d'euros

	12 mois 31/12/2011	12 mois 31/12/2012
Chiffre d'affaires	296 626	324 915
dont Ventes de marchandises	0	0
dont Prestations de services	0	0
Autres Produits de l'activité	14	271
Achats consommés	(244 331)	(289 150)
Charges de personnel	(13 525)	(18 388)
Charges Externes	(30 684)	(20 023)
Impôts et taxes	(1 274)	(1 787)
dotations amortissements	(1 270)	(1 145)
Dépréciations et dotations nettes aux provisions sur actif circulant	(799)	(3 250)
Dépréciations et dotations nettes aux provisions autres	0	0
Autres produits de l'exploitation	130	165
Autres charges de l'exploitation	(542)	(1 394)
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	4 345	(9 786)
Autres produits opérationnels	0	0
Autres charges opérationnelles	(965)	(7)
RESULTAT OPERATIONNEL	3 380	(9 793)
Produits de trésorerie ou d'équivalents de trésorerie	270	458
Coût de l'endettement financier brut	(2)	(3)
COÛT de l'Endettement Financier Net	268	455
Autres produits financiers	93	143
Autres charges financières	(184)	(155)
RESULTAT AVANT IMPÔT	3 557	(9 350)
Impôt	(1 400)	1 405
Résultat Net des Activités Ordinaires Poursuivies de l'exercice	2 157	(7 945)
Résultat des activités arrêtées ou en cours de cession	0	0
RESULTAT NET	2 157	(7 945)
Part du groupe	2 157	(7 945)
Intérêts minoritaires		

Déclaration des personnes physiques assumant la responsabilité du rapport financier annuel

Nous attestons, à notre connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquelles elles sont confrontées.

Fait à Saint-Ouen, le 3 avril 2013

Monsieur Albert Malaquin
Président Directeur Général
de Rue du Commerce